



Le Réseau

Publication de l'OVR-CH

N° 58 - Avril 2017

Liberté - Honnêteté - Vérité

Il est assez tentant d'établir un parallélisme entre ce qu'il est convenu d'appeler la « Révolution de 1989 » et ce que certains appellent déjà la « Révolution blanche ». Les situations ne sont pas totalement comparables pour ce qui touche les causes qui ont engendré la première et les motivations qui ont poussé le peuple roumain à se mobiliser pour exprimer ouvertement son mécontentement face à la politique actuelle du gouvernement, dans le cas de la seconde. Par contre, la réaction de la société civile et sa détermination à le manifester ouvertement sont caractéristiques d'un changement important dans la mentalité des Roumains, même s'il s'exprime de façon nuancée selon les tranches d'âge et les milieux socioculturels ; il faut voir là une question de génération et non de clivage social.

Devant l'ampleur du phénomène, nous avons décidé d'y consacrer une revue de presse spéciale dans la rubrique « Nouvelles de Roumanie », pour tenter de mettre en évidence ces différentes nuances. A côté du rappel événementiel des causes qui ont engendré les premières réactions, elle souligne surtout la diversité

d'opinions par des analyses et des entretiens, vus sous l'angle de l'impact sur la société civile et de « la naissance d'une formidable conscience civique » et du « passage de la résignation chronique à l'implication totale » (Dan Tăpălagă).

Avant, il y avait un manque de communication, voulue par les gouvernements en place pour des raisons évidentes. Maintenant, il y a une volonté de « mobilisation citoyenne » qui permet d'arriver à une « maturation politique » de la société civile (Vintilă Mihăilescu) qui transcende le clivage ville/campagne ou ce qui, à première vue, peut paraître comme une fracture générationnelle.

Cette prise de conscience civique permet aux Roumains de croire en l'avenir et d'oser envisager le futur de façon plus sereine, ou simplement plus plausible. Car cette quête de liberté n'est pas nouvelle, tant au niveau individuel que collectif, comme le signalait déjà Doina CORNEA dans son livre *Liberté ?*, paru en 1990. Cette recherche de la vérité et de l'honnêteté, reflétée dans la présentation du livre dans le « Coin bibliothèque », est rigoureusement la même que celle qui est proclamée actuellement, jusque dans son expression même. (Re)lecture enrichissante, à une génération d'intervalle !

Sous la période communiste, il était plus difficile – et plus courageux encore – d'oser exprimer son opposition, comme l'a rappelé Alexandru BUDIȘTEANU, ancien responsable du *Centre national de Systématisation* du pays. Le texte de son témoignage, présenté au colloque de l'IICCMER, en novembre 2016, sur le rôle qu'il a joué dans la politique de systématisation sous Ceaușescu est reproduit avec son accord. Eclairage intéressant aussi sur la difficulté d'être honnête dans un régime totalitaire.

Comparaison n'est pas raison, surtout quand on met en parallèle le régime totalitaire de la période communiste et le régime actuel ! Mais cette deuxième révolution démocratique est rendue possible grâce ou à cause du changement profond des mentalités. La corrélation est évidente, même si le lien de cause à effet l'est beaucoup moins. Sans oublier le rôle capital joué par Internet – et la connexion d'une grande partie de la population roumaine. La mobilisation n'aurait jamais été aussi forte si les Roumains ne s'étaient sentis unis par les réseaux sociaux. Le développement de la communication ne peut que renforcer la cohésion et favoriser le dialogue social.

Hubert ROSSEL

Sommaire

- Edito

Liberté - Honnêteté - Vérité

- Assemblée générale d'OVR-Suisse

Bienvenue à Monthey

- Une chance pour un futur meilleur

Action pour lutter contre l'abandon scolaire

- Tournus diplomatique

Faisons connaissance avec « nos » nouveaux ambassadeurs

- La politique de systématisation

Témoignage d'Alexandru Budișteanu, ancien responsable

- La Roumanie est de plus en plus connectée

Enfin du monde au village

- Coin bibliothèque

- Nouvelles de Roumanie

Textes : Mmes & MM. Mihaela FEHER, Urs HERREN, Claudine JEAN-
NET, Mihaela RODINA, Vera et Hubert ROSSEL

Photos : Cristian MUNTEANU, Hubert ROSSEL, Ambassade de Rou-
manie, Ambassade de Suisse, Caritas/Alba Iulia, www.iiccr.ro,
rising.globalvoicesonline.org

Rédaction et mise en page : Hubert ROSSEL

Assemblée générale d'OVR-Suisse

Bienvenue à Monthey le 8 avril 2017 à la Maison des Jeunes

Les membres de l'association « Coopération Monthey-Telciu » nous accueillent à nouveau dans le Chablais, à Monthey.

Nous vous attendons à la « Maison des Jeunes », salle *Les Cerisiers*, place de l'Eglise 10, dans le centre de la ville. Pour ceux qui viennent en voiture, ils pourront la laisser au parking du Cotterg, en face de la médiathèque, à une centaine de mètres de là.

Programme de la journée :

Matinée

Dès 09h30 **Accueil**, café/croissant, inscriptions, achat des bons de repas

10h15 **Salutations**,

Pascal Praz, Président d'OVR-CH

Présentation de l'Association OVR-CH Monthey - Telciu

10h30 **Séance statutaire**

11h15 **Allocutions**

SE Monsieur Vlad Vasiliu, Ambassadeur de Roumanie, à confirmer

Monsieur Urs Herren, Ambassadeur de Suisse à Bucarest, à confirmer

Messages

Un représentant de la Ville de Monthey

Monsieur Francisc Giurgiu, Président d'OVR-Roumanie

11h45 **Verre de l'amitié** offert par la Ville de Monthey

12h15 **Repas**

Après-midi

14h00 Réflexion, questions et débat portant sur la thématique de l'abandon scolaire

► Etat de la question

« **L'abandon scolaire, un des problèmes les plus aigus de la société roumaine** »

Monsieur Ioan VLASA, ingénieur spécialisé en développement rural (*)

- La situation de l'abandon scolaire en Roumanie, caractéristiques et données statistiques
- Les causes qui ont conduit à cette situation
- Intervention étatique pour combattre le phénomène (législation, méthodologies applicables, etc.)
- L'implication de la société civile, les ONG et les églises pour combattre le phénomène (approche, collaboration avec l'Etat et programmes EU)
- Présentation des programmes financés par la Confédération suisse en Roumanie ayant comme but la prévention et la diminution du problème

► Témoignages

- Association Plan-les-Ouates/Sângeorgiu de Pădure
- Association Saint-Légier/Morăreni
- M. Francisc Giurgiu, président OVR-Roumanie

16h00 **Clôture**

(*) Ioan Vlăsa, né en 1968, a plus de 20 ans d'expérience dans le monde rural.

Il a étudié à l'Université des sciences agricoles et de médecine vétérinaire du Banat, à Timișoara (Roumanie), puis au Service romand de vulgarisation agricole (SRVA), à Lausanne (Suisse), et au Centre national d'études agronomiques des régions chaudes (CNEARC), à Montpellier (France). Il est agréé par la Banque Nationale de Roumanie (BNR) comme directeur d'institutions financières non-bancaires (micro-finance) et par l'Autorité nationale [roumaine] des Qualifications (ANC) comme directeur des projets avec financements européens.

Depuis 1995, il est employé de la Fondation pour la promotion de l'agriculture et de l'économie régionale (FAER), une organisation créée en Roumanie avec le soutien de la Suisse et du Groupe de Solidarité St-Légier–Morăreni.

Il a mis en œuvre un certain nombre de projets dans le domaine économique ; il a pris une part très active à la fondation de la Société de financement rural FAER IFN SA, spécialisée dans le micro-crédit pour les petits entrepreneurs exclus du système bancaire, et de la Société FAER Consulting Invest, spécialisée dans l'écriture et la mise en œuvre des projets d'investissement avec des fonds européens non-remboursables.

Durant la période 1998-2016 il a coordonné un certain nombre de projets sociaux, de l'aide d'urgence et à la reconstruction après des catastrophes, en partenariat avec l'Entraide protestante suisse (EPER), et des partenaires roumains tels que Diakonia et Filantropia.

Entre 2009-2015, il a coordonné la mise en œuvre – par la Fondation FAER – de cinq projets avec un financement du Fonds social européen dans le domaine de la formation des adultes, la reconversion professionnelle et d'autres activités de lutte contre la pauvreté dans les zones rurales, pour plus de 3000 bénéficiaires sur un budget total de 3,5 millions d'euros.

Il est le coordonnateur du projet « L'inclusion sociale et l'amélioration des conditions de vie des Roms et d'autres groupes vulnérables », déroulé entre 2013-2018, avec un budget de 7 millions de francs suisses, co-financé par une subvention de la Suisse grâce à la Contribution suisse à l'UE élargie, visant principalement la prévention de l'abandon scolaire.

Une chance pour un futur meilleur

Action pour lutter contre l'abandon scolaire

En prévision de la réflexion et de l'échange qui se tiendront l'après-midi de l'Assemblée générale, portant sur la déperdition scolaire en Roumanie, un des problèmes les plus importants du pays, nous vous présentons, ci-dessous, l'expérience de l'association de Plan-les-Ouates (GE) qui s'est investie dans une action pour lutter contre l'abandon scolaire. Sa commune partenaire, Sângeorgiu de Pădure – Erdőszentgyörgy en hongrois –, se trouve dans la partie méridionale du județ de Mureș.

La Rédaction

En 1989, comme de nombreuses autres communes d'Europe, la commune de Plan-les-Ouates a répondu à l'appel de l'organisation *Opération Villages Roumains* et s'est mobilisée pour la survie de la commune de Sângeorgiu de Pădure dans le département de Mureș.

Sângeorgiu est une commune d'environ 5200 habitants, formée d'une petite ville, Sângeorgiu de Pădure, et d'un gros bourg, Bezid. Il s'agit d'une commune rurale, agricole et forestière qui développe également le tourisme. La population est hongroise à 75 %. Il y a dans la commune des familles qui vivent dans une extrême pauvreté, essentiellement des familles Rom. La commune draine les enfants et les jeunes de toute la région dans ses jardins d'enfants, son école primaire et son lycée, soit environ 1200 enfants et jeunes.

Dès notre premier voyage à Sângeorgiu en 1990, nous avons découvert à l'hôpital des enfants abandonnés, laissés par leurs parents. Nous avons engagé une psychologue suisse pour analyser la situation puis former des éducatrices pour s'occuper du développement de ces enfants. Par la suite, avec l'aide de la commune de Plan-les-Ouates, nous avons acheté une maison pour les accueillir dignement.



Solidarité entre générations

Caritas / Alba Iulia

Plus tard, nous avons aussi été préoccupés par l'abandon scolaire de certains enfants. Les autorités et le corps enseignant n'ont pas pu nous renseigner sur l'importance de ce phénomène. Nous avons alors demandé et financé une étude sur la situation scolaire à *Caritas Alba Iulia*, organisation bien implantée dans la commune. Sur la base de cette étude de 2012, qui confirmait l'abandon scolaire dans tous les degrés, nous avons incité les autorités et notre association sœur de mettre sur pied un programme d'aide aux enfants en difficulté scolaire. Les premières démarches pour la recherche d'un financement (entre autres auprès de la « Contribution suisse à l'élargissement (DDC) ») n'ont pas abouti.

Une chance pour un futur meilleur

En 2015, *Caritas Alba Iulia* obtient le soutien financier de la fondation "EEA Grants" (financée par l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège) pour son projet « une chance pour un futur meilleur ».

Dans un cadre large d'insertion sociale, ce projet implique les enfants, les parents et les enseignants pour lutter contre l'abandon scolaire.

En collaboration avec les autorités communales et départementales, ainsi que le corps enseignant de Sângeorgiu, ce projet est assuré pour une année par le soutien financier de cette fondation, sous condition que l'action se poursuive ensuite pendant cinq ans avec d'autres moyens financiers. Au printemps 2016, notre association, soutenue par la commune de Plan-les-Ouates, a accepté de prendre le relais de la fondation « EEA Grants » pour assurer la poursuite de l'action pendant cette période.

Les enfants entrent dans ce projet, orientés par le service social de la Mairie de Sângeorgiu et par les enseignants des écoles. Les enfants sont évalués sur deux aspects : leur niveau scolaire et leur situation psycho-sociale (environnement familial, troubles de l'apprentissage, précarité, etc.).



Solidarité entre enfants

Caritas / Alba Iulia

Cette évaluation et le développement d'un plan d'intervention peuvent prendre 4 à 12 séances. Une fois cette phase passée, chaque enfant bénéficie de mesures personnalisées et adaptées en fonction de ses besoins : soutien scolaire, soutien psychologique, logopédie etc. La famille est également soutenue si nécessaire. Actuellement, 36 enfants, âgés de 6 à 14 ans, et 28 familles ont intégré le programme.

Deux fois par semaine durant 1,5 à 2 heures, les enfants participent à des groupes de développement de compétences qui, en plus du soutien scolaire proprement dit, soutiennent l'apprentissage, afin de développer leur capacité à suivre l'école et d'éviter ainsi l'abandon scolaire. Ces groupes sont animés par un pédagogue, un psychologue, un travailleur social et des volontaires locaux.

D'autres groupes sont organisés pour développer les compétences sociales, émotionnelles et cognitives dans des activités bien structurées. Il s'agit du développement et du maintien de l'intégrité personnelle, de l'autonomie, de la créativité, de la conscience de soi.

Les enfants suivent également des activités récréatives et de socialisation, seuls ou en groupe : jeu, lecture, audition de musique, sport, activités culturelles. Des sorties sont organisées, accompagnées par des professionnels et des volontaires de la communauté : les enfants ont visité un zoo et assisté à un théâtre de marionnettes. Une visite d'une mine de sel est programmée. Un camp est prévu pendant les vacances d'été, s'adressant en priorité aux enfants de familles pauvres qui n'ont jamais été en vacances et ont suivi les activités au cours de l'année. Des fêtes (Noël, la fête des Mères, la fête des Enfants) sont également prévues au cours de l'année pour réunir les enfants et leur famille. Ces événements ont pour but d'améliorer la relation parents-enfants.

Il est prévu de proposer aux jeunes qui doivent sortir du programme à leur passage au 5e degré scolaire de les revoir tous les mois, pour discuter de leurs problèmes scolaires et familiaux et de partager leur succès.

Les enfants peuvent également bénéficier de soutiens individuels par des psychologues, des logopédistes, des psycho-pédagogues, des assistants sociaux.

La famille n'est pas oubliée et peut également bénéficier d'aides professionnelles : psychologiques, psychosociales. Pour en bénéficier les parents doivent s'impliquer en suivant des ateliers. Le soutien de la relation parents-enfants est primordial. Il est favorisé par des rencontres avec les parents pour partager leurs difficultés, et au travers d'événements auxquels parents et enfants participent ensemble. Les assistants sociaux et autres professionnels se rendent également à domicile.

Les enfants qui suivent le soutien scolaire peuvent recevoir du matériel scolaire et des habits selon leurs besoins. Les parents actifs et impliqués peuvent également recevoir de la nourriture de base. Ceci permet aussi de motiver les familles à participer au projet.

L'équipe de professionnels de Caritas se réunit toutes les deux semaines pour une séance d'évaluation et d'échange au sujet des familles et des enfants suivis. Les professionnels bénéficient également de formations continues et d'interventions ponctuelles de la part de professionnels extérieurs.

Pendant les premiers 18 mois de fonctionnement plusieurs difficultés apparues ont nécessité des adaptations au projet :

- certains parents ne viennent pas aux rendez-vous ou aux ateliers : pour pallier cela, l'équipe a mis au point un système de "récompenses", offrant aux parents présents des denrées alimentaires à emporter chez eux.



Solidarité entre enseignante et enfant

Caritas / Alba Iulia



Association OVR de Plan-les-Ouates

Dicussions avec les professionnels de Caritas à Sângeorgiu de Pădure

- certains enfants intègrent le dispositif trop tard. Cela plaide pour une détection plus précoce.
- certains enfants arrivent à l'école le ventre vide, ce qui rend la concentration difficile. Pour pallier cela, des goûters sont distribués aux enfants.
- certaines familles très pauvres ont trouvé l'effort demandé trop important et ont retiré leur enfant du projet.

Le projet a un budget annuel d'environ 175 000 Lei (approximativement CHF 41 000.-), financé par des subven-

tions de la Ville de Sângeorgiu (env. 25 %), du Conseil du Département de Mureş (env. 10 %) et de notre association (env. 55 %), le solde étant à la charge de Caritas. Notre contribution se compose d'une subvention spécifique de la Commune de Plan-les-Ouates à hauteur de CHF 20 000.- et de dons privés. Une évaluation du projet est faite tous les 6 mois et le renouvellement de notre apport financier dépend de notre acceptation des rapports soumis. En plus, notre association envoie sur place, au moins une fois par année, un professionnel dans le domaine pour suivre l'évolution et la bonne marche du projet.

Lors de leur dernière visite en septembre 2016, les autorités de Plan-les-Ouates ont pu rencontrer des représentants de Caritas et s'entretenir au sujet du projet « une chance pour un futur meilleur ». Ils ont constaté le sérieux et le professionnalisme du travail effectué auprès des familles et des enfants.

Claudine JEANNET
Pour l'Association Sângeorgiu, Plan-les-Ouates



Nos actions continuent !

Nous ne vous en parlons pas de façon spécifique dans ce numéro-ci, mais il est bien certain que les actions entreprises dans le cadre de nos deux commissions continuent !

Pour la commission « Pompiers »

Au mois de mai, deux camions seront acheminés dans le județ de Argeş, à Brăduleţ, dans le cadre du partenariat avec la commune de Onex (GE), où un nouveau centre régional sera ouvert.

Fin juin-début juillet, l'association OVR « Entr-Aides », à Martigny-Croix (VS), étant également partenaire de la ville de Orhei, en République de Moldavie, nous y acheminerons, en collaboration avec eux, un premier camion pompiers, une grande première pour ce pays.

Pour la commission « Santé »

L'équipement des hôpitaux continue à se faire en fonction de la demande et de la prise en charge des frais d'acheminement par les bénéficiaires en Roumanie. Les demandes des partenaires OVR sont prioritaires dans l'attribution de ce matériel, sous la coordination et la supervision générale de Francisc Giurgiu, président d'OVR-RO, pour ce qui touche la partie roumaine.

Tournus diplomatiques

Faisons connaissance avec « nos » nouveaux ambassadeurs

Comme annoncé dans le numéro précédent, nous vous transmettons des informations relatives à nos nouveaux représentants diplomatiques, MM. Vlad Vasiliu et Urs Herren, qui viennent de commencer leur nouveau mandat, respectivement à Berne et à Bucarest.

Nous leur souhaitons une bonne installation dans leurs nouvelles fonctions et espérons pouvoir pleinement collaborer avec eux.

La Rédaction

Présentation de SE Monsieur Vlad Vasiliu Ambassadeur de Roumanie à Berne

M. Vlad Vasiliu est né le 8 février 1965, à București ; il est de confession catholique-romaine, est marié et a un fils. Il a obtenu, en 1983, le Baccalauréat au Lycée en langue allemande de Bucarest.



Ambassade de Roumanie

Il a étudié la médecine à la Faculté de médecine de l'Université *Dr. Carol Davila* de Bucarest, obtenant son diplôme en 1989. En 1994, il obtient aussi le diplôme de médecin spécialiste (spécialité laboratoire clinique). Durant la période 1995-1997, il travaille comme doctorant à l'Institut Max von Pettenkofer à Munich.

A partir de 1998, il est employé, en tant que diplomate, au ministère des Affaires étrangères de Roumanie, où il remplit au fil des ans plusieurs fonctions : Consul général à Munich (1998 - 2002), Premier secrétaire à l'ambassade de Roumanie à Vienne (2002 - 2006), Consul général à Bonn (2007 - 2012), Ministre-conseiller à l'ambassade de Roumanie à Berlin (2012 - 2015).

Entre novembre 2006 et juin 2007, il a été directeur de la Direction des Relations consulaires du ministère des Affaires étrangères de Roumanie.

Il a suivi les cours pour les hauts fonctionnaires, organisés par le Collège National de la Défense (2007).

Entre décembre 2015 et décembre 2016, il a été Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et Relations internationales au ministère du Commerce, et le représentant de la Roumanie dans les réunions du Conseil ministériel des Affaires générales et du Commerce.

Mihaela FEHER
Chef de Mission
Ambassade de Roumanie en Suisse

Message de Monsieur Urs Herren Ambassadeur de Suisse à Bucarest

C'est avec un grand plaisir que j'ai pris ma fonction à Bucarest en août 2016, après quatre ans comme ambassadeur au Bangladesh, et trois au Népal. Ma famille et moi avons été gâtés par une réception extrêmement chaleureuse par des membres de la communauté suisse et les représentants d'entreprises suisses, mais aussi par les autorités roumaines. L'insertion dans ce pays divers et fascinant a été d'autant plus facile que je profite d'une équipe remarquable et professionnelle à l'ambassade.



Ambassade de Suisse

Sans doute, l'événement clé pendant les premiers mois dans le pays ont été les élections nationales bien organisées, qui ont mené à la formation d'un nouveau gouvernement au début de l'année 2017. Avec une majorité solide dans les deux chambres, les partis gagnants ont emporté le scrutin sur la base d'une plate-forme orientée vers l'augmentation des salaires et rentes et l'amélioration des conditions de vie, surtout aussi dans les zones rurales du pays. Je suis convaincu qu'avec une croissance de presque 5 % en 2016 et de bonnes prévisions pour 2017, le pays a le potentiel de faire avancer davantage son économie et sa société.

Malheureusement, le nouveau gouvernement semble avoir perdu une partie de sa crédibilité et de son élan avec la promulgation du décret d'urgence N° 13, qui laissait craindre un recul quant à la lutte contre la corruption, un des succès des dernières années. La réaction dans les rues des grandes villes du pays a été impressionnante. J'espère que le gouvernement, en partie reconstitué récemment, s'attaquera dès lors aux nombreux défis dans les domaines des infrastructures et des services publics, dont en particulier l'éducation et la santé.

J'ai pu constater que les relations entre la Suisse et la Roumanie sont bonnes et solides, et beaucoup d'entretiens m'ont confirmé l'excellente image de la Suisse. Je note avec plaisir la densité des relations privées et institutionnelles entre les deux pays, dont l'OVR reste un exemple phare. Un bon nombre d'interlocuteurs roumains ont de leur côté mentionné l'OVR, et son travail et son efficacité sont largement reconnus.

Pour mon mandat dans les prochaines quatre années, trois axes principaux se dessinent :

- Assurer un service de qualité pour les citoyens et citoyennes suisses, résidents en Roumanie et en Bulgarie.
- Promouvoir davantage les relations économiques, le commerce et les investissements suisses en Roumanie. Je reste convaincu qu'il y a un potentiel considérable. Je suis d'ailleurs encouragé par le fait que la grande majorité des entreprises suisses que j'ai déjà pu rencontrer sont contentes de leurs affaires et souvent visent une expansion de leurs engagements.

- Veiller à une mise en œuvre efficace des projets financés par la contribution suisse à la Roumanie, qui s'élève à 182 millions de francs. En général, le programme est en bonne route, et beaucoup de projets seront complétés en 2017 et 2018.

J'ai commencé un programme de visites dans les différentes régions et municipalités du pays, et ce sera un plaisir de rencontrer les compatriotes et les entreprises qui y résident. Je me réjouis de maintenir le contact et de continuer la collaboration avec l'OVR et les individus et communes qui y sont engagés. J'apprécierai des entretiens avec l'OVR et ses membres lors des passages à Bucarest. Je souhaite aux lecteurs du « Réseau » une bonne année 2017 et tout le succès dans leurs initiatives.

Urs HERREN
Ambassadeur de Suisse en Roumanie

La politique de systématisation

Témoignage d'Alexandru Budişteanu, ancien responsable national

Lors du colloque organisé en novembre dernier par l'*Institut pour l'Enquête sur les crimes du communisme et la mémoire de l'exil roumain* (IICCMER – Institutul de Investigare a Crimelor Comunismului și Memoria Exilului Românesc) sur le rôle joué par l'OVR au tournant du changement de régime avant et après 1989⁽¹⁾, Alexandru Budişteanu, membre du Conseil scientifique de l'Institut national pour l'étude du totalitarisme à l'Académie roumaine, a fait une intervention remarquée sur la politique de systématisation de l'ancien président Ceauşescu. Durant la période de 1977-1983, M. Budişteanu était architecte en chef de la capitale et, entre les années 1983-1989, c'est lui qui était responsable du *Centre national de Systématisation* du pays. A ce titre, il a pu apporter certains éléments de cette politique de systématisation, vue de l'intérieur, par ceux-là mêmes qui étaient censés la mettre en application. Son témoignage est donc capital. Il permet aussi d'avoir un complément important à l'approche qui nous avait été présentée auparavant par Mihnea Berindei, à l'occasion du 15e anniversaire de l'*Opération Villages Roumains*. Historien et membre fondateur du mouvement OVR, ce dernier nous avait réservé la primeur de certaines informations relatives à la politique de systématisation, telles qu'on avait pu les retrouver dans les archives du Comité Central du Parti communiste roumain, lors de l'ouverture des dossiers⁽²⁾.

La complémentarité des informations contenues dans les deux communications est évidente. Raison pour laquelle nous reprenons, ci-dessous, l'intervention de M. Budişteanu, le 3 novembre dernier à l'IICCMER. Il a signé devant nous le texte de son témoignage, en le remettant à Francisc Giurgiu – président d'OVR-Roumanie –, avec l'autorisation de le reproduire dans notre revue.

La Rédaction

Je suis né en 1928. J'ai été formé comme intellectuel et patriote roumain entre les deux guerres, grâce à l'éducation reçue de mes parents et à mes études secondaires. Au niveau professionnel, je suis docteur en architecture, urbaniste, spécialisé dans l'aménagement du territoire. Pendant la période communiste en Roumanie, j'ai été un opposant qui n'a pas trouvé le courage de s'opposer ouvertement au système et qui a préféré agir en secret. Pendant la période 1973-1977, j'ai travaillé comme directeur du *Centre National de Systématisation, Maison et Habitation Communale* (ISLGC – Institutul Național de Cercetare și Proiectare pentru Sistemizare, Locuințe și Gospodărie Comunală) de Bucarest qui fonctionnait sous l'égide du *Comité pour les Problèmes des Conseils Populaires* (CPCP – Comitetul pentru Problemele Consiliilor Populare). Entre 1977-1983, j'ai travaillé comme architecte en chef de la capitale, de même qu'entre 1983-1989, j'ai repris le poste de directeur du *Centre National de Systématisation* (Centrul Național de Sistemizare). La période la plus difficile de ma vie fut entre 1977-1989, quand j'ai été obligé de travailler 12 ans sous l'autorité du dictateur communiste Nicolae Ceauşescu.

Le poste d'architecte en chef supposait un stress terrible, car j'étais obligé de contribuer aux mesures de restructuration brutale d'une grande ville qui devait correspondre à la vision du dictateur : la création d'une capitale reflétant sa personnalité glorifiée. On ne pouvait jamais le contredire ; alors, afin de corriger quelques-unes de ses graves erreurs, il fallait réaliser plusieurs variantes de plans urbains modifiés, mais qui devaient tout de même toujours être approuvées par lui. Durant six ans de travail dans ces conditions de stress j'ai eu cinq réussites. Ce n'était pas beaucoup surtout que, le reste du temps, j'étais obligé de me compromettre comme exécutant de sa vision urbanistico-architecturale. Par conséquent, j'ai démissionné de ma fonction en invoquant des problèmes de santé. Ainsi, j'ai repris mon poste dans le cadre de l'*Institut National de Recherche et Conception pour la Systématisation des Maisons et de l'Habitation Communale* (ISLGC).

Au moment où un nouveau concours pour le poste de directeur du *Centre National de Systématisation* a été organisé, la direction du CPCP m'a suggéré d'y prendre part, étant donné mon expérience antérieure prouvée. Je ne pouvais pas refuser cette offre. J'ai participé au concours et j'ai obtenu le poste comme la première fois et j'ai repris, à nouveau, la fonction de directeur de ce centre.

En 1983, en revenant à la fonction de directeur du *Centre National de Systématisation*, je connaissais déjà très bien la spécificité du travail avec Ceauşescu et, en comparaison avec

(1) Cf. « OVR, un modèle de solidarité européenne - Colloque international organisé par l'IICCMER », *Le Réseau* N° 57, décembre 2016, pp. 2-3.

(2) Cf. « Distrugerea satelor românești în arhivele Comitetului Central – La destruction des villages roumains dans les archives du Comité Central », *Le Réseau*, Hors-série N° 1, été 2009, pp. 10-15.

le grand défi qu'était la systématisation de la capitale, je croyais qu'il s'ensuivrait par la suite, pour moi, une vie plus tranquille, parce qu'aucune localité du pays ne pouvait faire concurrence en importance à la capitale. Je pensais échapper au stress antérieur et commencer une période normale de mon activité. Mais il n'en a pas été ainsi. J'ai constaté avec inquiétude que tout allait de pire en pire. C'est vrai que je n'avais plus le stress de Bucarest, mais l'activité du *Centre de Systématisation* avait changé et tout était plus compliqué. Apparurent alors des problèmes, des tâches et des responsabilités nouvelles pleines de gravité.

J'ai eu la chance d'expérimenter la manière de travailler avec Ceaușescu avant d'être l'architecte en chef de la capitale. Me basant alors sur la discussion initiale que j'avais eue avec lui, je pensais qu'il avait besoin d'un spécialiste qui pouvait le conseiller, étant donné qu'il s'agissait d'une action spéciale d'importance et de grande ampleur à objectif unique : la capitale. Dans mon nouveau poste, je me suis rendu compte assez vite – comme je m'y attendais – que sa manière de voir les choses était la même. Dans le cas de Bucarest comme dans le cas des localités petites ou grandes des régions territoriales de toutes sortes, Ceaușescu avait toujours le dernier mot, ne comprenant, ni n'acceptant à aucun moment d'écouter l'avis de quelqu'un d'autre, quel que soit son interlocuteur, le métier ou l'expérience de celui-ci ; jamais il n'acceptait une opinion différente de la sienne. Par conséquent, dans le fond, il excluait de renoncer à ses plans dans le domaine de la systématisation, indifférent à l'objectif ou à l'ampleur de l'opération respective. Ma fonction d'architecte en chef du *Centre de Systématisation* pesait beaucoup du point de vue de sa dénomination et était aussi accompagnée d'une fiche de poste avec des termes de références impressionnants. Apparemment, j'étais le chef d'une institution de grande importance pour la conception et la mise en pratique du cadre physique de la société roumaine de la période respective, qu'il soit question de localités urbaines ou rurales. L'institution était en fait très importante, mais, en réalité, elle représentait un des cadres où le dictateur pouvait dérouler avec prédilection une activité, qui lui plaisait effectivement et lui donnait une sensation de demiurge qui pouvait diriger la vie entière de notre société d'alors, surtout quand apparut, créé par lui, un nouveau grand problème encore plus grave : la systématisation des localités rurales, c'est-à-dire des villages !

Dans sa volonté de « faire du bien » au peuple roumain, Ceaușescu a commencé à se préoccuper de toutes les localités de Roumanie. Mais les conséquences sur les villages étaient encore pires, parce que, en comparaison avec les villes qui avaient déjà une histoire et une structure avec lesquelles on ne pouvait pas jouer, les villages étaient plus faciles à aborder, à restructurer, à changer de place ou, purement et simplement, à démolir, au vu de leur nombre réduit de constructions et d'habitants.



www.iiccr.ro

Au colloque de novembre 2016, de gauche à droite : MM. Alexandru Budișteanu, Radu Preda, président exécutif de l'IICCMER, et Dinu Zamfirescu, président du Conseil scientifique de l'IICCMER

L'idée, en principe, était apparemment généreuse : créer des conditions de vie supérieures pour la population rurale. Mais comment ? Pour atteindre ce but, les paysans devaient être groupés dans des « villages ayant un potentiel de développement », parmi lesquels les centres des communes les plus importantes deviendraient ainsi nommés des « centres économiques et sociaux à caractère urbain ». En même temps, les villages sans perspective de développement allaient être graduellement démolis et leur population déplacée dans des localités qui devaient être gardées et développées, et où il y avait un nombre réduit d'habitants. Cela veut dire que, d'un total de plus de 13 000 villages, groupés dans 4 259 communes, on devrait garder seulement les villages (environ 7 000 - 8 000) et les communes (2 705) qui correspondaient à certains critères de la pensée de Ceaușescu. Il serait également établi des centres économiques et sociaux à caractère urbain, au nombre de 346, qui devraient se développer petit à petit, bénéficiant d'investissements spécifiques à caractère urbain. Toutes les nouvelles habitations allaient bénéficier de confort et d'équipement technique adéquat, mais elles devraient être groupées dans des bâtiments, les constructions individuelles devant disparaître, y compris les fermes avec leurs annexes, les animaux et les jardins attenants, tout cela en créant des constructions et des équipements de type urbain. C'était une lutte acharnée – une fois les villages réduits – ; le but était de détruire les constructions et utiliser le terrain pour l'agriculture. La lutte allait être vigoureuse – parfois avec la démolition préconisée d'un village – ayant comme but principal la réduction du périmètre constructible des localités rurales et la récupération des terrains ainsi libérés pour l'agriculture. La structure sociale des communautés rurales devrait être modifiée, laissant la place à une population formée d'une sorte de paysans hybrides, de paysans urbanisés.

Sur le territoire de la Roumanie, on préconisait la réduction de la surface des périmètres constructibles des villes et municipalités de 20,6 %, dont le 33,4 % visait les régions habitées. De même, la réduction des périmètres constructibles des villages devrait représenter 73-74 %. De cette façon, on redonnerait une surface d'environ 460 000 hectares au circuit agricole !?

Cette action était un puissant contraste avec ce qui se passait dans les pays développés du point de vue économique où, par contre, on respectait la volonté de la population qui, dans une large mesure, désirait déménager dans des régions de petites communautés de type urbain ; basées sur des maisons individuelles, elles offrent un haut niveau de confort, mais aussi de meilleures conditions d'encadrement, plus élevées à beaucoup de points de vue que celles des grandes agglomérations urbaines, dans un milieu naturel favorable. Je me souviens de la période 1967-1972, quand j'ai habité à New York et travaillais comme fonctionnaire roumain à l'ONU, où j'ai pu constater qu'il était préférable de ne pas habiter à New York, mais à une distance raisonnable de la ville, dans une maison à un seul niveau située dans une petite agglomération suburbaine.

Les conséquences préconisées de l'opération de restructuration des villages de Roumanie étaient extrêmement graves et présupposaient un profond bouleversement du milieu de vie rural, avec des implications beaucoup plus importantes que dans le cas de la systématisation des localités urbaines où les habitants affectés restaient toujours habitants de la ville, alors que, dans le cas de la restructuration des villages, allaient apparaître des personnes socialement tout à fait différentes des paysans traditionnels.

En qualité de directeur du *Centre National de Systématisation* de la Roumanie, j'ai été mis dans la situation de gérer une activité qui, dès le début, s'est confrontée à de grands problèmes de vice de conception et de mise en place. Comme je l'avais déjà fait dans ma fonction d'architecte en chef de la capitale, j'étais à nouveau mis en situation de pratiquer un double jeu, étant obligé de promouvoir une activité que je n'approuvais pas, mais que je devais soutenir en apparence et mettre en place pour satisfaire le dictateur.

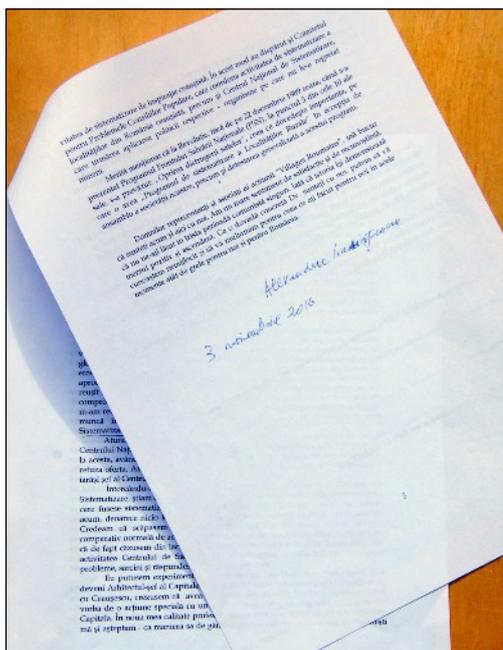
Je veux souligner le fait que l'activité de systématisation, tant au niveau national que local, faisait partie des attributions du *Comité pour les Problèmes des Conseils Populaires* (CPCP), et qu'au niveau local, respectivement départemental ou urbain, les Conseils Populaires Départementaux et Urbains en répondaient. La restructuration des localités rurales, c'est-à-dire des villages, incluant la réduction de leur nombre, devait être effectuée et centralisée par les conseils populaires de chaque département. C'était eux qui devaient rapporter à Ceaușescu soit par le CPCP, soit directement, la réalisation du plan de systématisation des localités rurales. En même temps, de par ma relation spéciale avec Ceaușescu, ce dernier s'impliquait

directement, ce qui augmentait mes charges et compliquaient beaucoup les choses.

Il faut mentionner que certaines actions de correction de l'activité officielle ont existé et ont eu du succès, en particulier dans le domaine de la systématisation des localités. Ainsi, dans le cadre du *Centre National de Systématisation* que je dirigeais (où étaient centralisées et synthétisées les actions de systématisation développées au niveau des départements, de même que pour Bucarest), dans le cas de l'application du « Programme national de systématisation des villages » pour la réduction du nombre des villages, il y avait deux méthodes de réduction de leur nombre, agréées par la direction du CPCP. Par exemple, là où il y avait deux villages avec des dénominations presque similaires, comme dans le cas de « Poienile din Deal » et « Poienile din Vale », on mentionnait l'existence d'un seul village « Poienile ». La deuxième méthode était d'exclure de la liste les villages ayant moins de 10 habitants, ceux-ci devenant inexistantes. Bien sûr, ces mesures n'étaient pas de grande ampleur, et on ne pouvait les considérer comme une protestation ouverte, ou d'évitement des conséquences destructives du programme respectif, mais, au moins, elles représentaient un état d'esprit. Ces actions convenaient également aux institutions locales, qui pouvaient de cette manière justifier de l'application des indications reçues. En tout cas si Ceaușescu l'avait appris, il aurait été furieux.

L'intention du dictateur de systématiser les villes et les villages a aussi servi les intérêts de quelques pays voisins, faux amis de la Roumanie, qui ont déclaré qu'on y poursuivait le but de détruire certaines communautés ethniques. Ce qui n'était pas la vérité, car Ceaușescu voulait restructurer la société en totalité, y compris la société rurale, sans prendre en compte les nationalités affectées. Ainsi, lors d'une réunion internationale des associations des architectes qui eut lieu à La Havane, à Cuba, en 1989, les architectes hongrois ont déclaré que la Roumanie voulait détruire les villes et les villages hongrois de Transylvanie par l'action de systématisation. J'ai pris la parole et rejeté cette affirmation en expliquant son caractère mensonger.

En tout cas, l'opération de systématisation des villages et sa mise en place étaient plus difficiles que dans le cas des villes. Elle supposait obligatoirement la dissolution de plusieurs villages considérés sans potentiel de développement, ce qui était une action très difficile à justifier et à comprendre pour la majorité de la population affectée, et aussi pour l'Occident où ce type d'intervention brutale de l'Etat a donné naissance à des protestations importantes. Le plus important mouvement de protestation contre ces actions et de solidarité envers les populations affectées, a été celui qui a débuté dans le monde francophone, en Belgique, sous le nom de « Opération Villages Roumains ». Fort heureusement, la radio « Europa liberă » (Europe libre) s'est faite le messenger de cette action qui a ainsi



Hubert Rossel

Texte du témoignage de M. Alexandru Budişteanu qu'il nous a remis, après l'avoir signé en signe d'approbation pour sa diffusion

Roumanie détestait le régime communiste imposé initialement de l'extérieur, ensuite devenu ultérieurement un instrument majeur d'oppression personnelle exercée par le dictateur Ceaşescu. Tous ceux qui avaient un appareil radio écoutaient chaque jour « Europa liberă » et propageaient ce qu'ils y écoutaient, le commentant favorablement tout en se réjouissant que la Roumanie ne fut pas oubliée. Je veux qu'il soit clair que j'ai partagé les mêmes idées. Apparemment, j'étais de l'autre côté de la barricade, Mesdames et Messieurs les représentants d'Opération Villages Roumains, mais, en réalité, j'étais de votre côté. Je n'ai jamais discuté de ce sujet avec Ceaşescu, mais des gens de confiance de son entourage, auxquels je pouvais faire confiance, m'ont confirmé que le dictateur était informé sur les actions d'hostilité contre le régime et implicitement contre lui. N'étant pas stupide, il s'est vite rendu compte de l'importance et de la valeur de cette intervention. Il voulait que ses actions soient appréciées aussi au niveau international, afin d'agrandir son prestige. Il ne faut pas oublier qu'il détestait l'Union soviétique et que, pendant la guerre froide, il réussit à devenir un dissident de l'un des deux camps.

acquis une grande portée internationale. Etant donné ma fonction à l'époque, je peux confirmer l'efficacité de cette aide internationale progressiste. Actuellement, certaines personnes se demandent comment on peut expliquer l'importance et l'impact de cette action. La réponse réside dans le fait que toute la Roumanie

Dans le cas de la systématisation des villages, sa qualité de dictateur sans scrupules ne pouvait plus bénéficier des excuses internationales. Alors, il a été obligé d'être un peu plus prudent et moins brutal dans ses actions. J'ai vu effectivement qu'en général il était moins insistant, moins catégorique dans ses exigences de rapports et moins rigoureux avec les résultats obtenus qu'auparavant. Cette attitude a été appliquée aussi face à la systématisation des villages. Le processus était lent mais, connaissant le dictateur qui ne renonçait pas à ses plans, nous étions un peu inquiets, et nous nous attendions à tout moment à un retour de son attitude initiale et même à une sorte d'explosion de sa part. Heureusement, la Révolution de 1989 est arrivée et elle a balayé Ceaşescu, de même que beaucoup d'erreurs et de fantaisies du régime communiste, y compris l'activité de systématisation inspirée de Ceaşescu. En conséquence, le *Comité pour les Problèmes des Conseils Populaires* qui coordonnait l'activité de systématisation des localités en Roumanie communiste et le *Centre National de Systématisation* qui visait l'application de la politique en cause ont également disparu. Personne n'a regretté ces institutions.

Il mérite d'être mentionné qu'à la Révolution, à partir du soir de 22 décembre 1989, lors de la présentation du Programme du Front de Salut National (FSN – Frontul Salvării Naţionale), le point 5 sur 10 prévoyait déjà « l'arrêt de la destruction des villages », ce qui prouve l'importance qu'avait le « Programme de systématisation des Localités Rurales » auprès de l'ensemble de notre société, ainsi que la haine qu'il avait généralisé.

Messieurs les représentants et les associés de l'action « Villages Roumains », je suis très content que vous soyez ici maintenant avec nous. J'ai un grand sentiment de satisfaction et je suis très reconnaissant que vous ne nous avez pas laissés seuls en cette triste période communiste. Voyez comme l'Histoire confirme sa tendance positive et ascendante. Comme preuve concrète, vous êtes avec nous, nous avons la possibilité de vous connaître directement et de vous remercier pour tout ce que vous avez fait pour nous dans les moments si difficiles, pour nous et pour la Roumanie.

Alexandru BUDIŞTEANU

Traduction : Ionela COVRIG & Christiane BÉGUIN



La Roumanie est de plus en plus connectée

Enfin du monde au village

Quiconque va régulièrement en Roumanie, aura pu constater les progrès extraordinaires faits dans la téléphonie mobile, ces dernières années, ainsi que le développement d'Internet. Dans le premier cas, des bonds spectaculaires ont permis de sauter une génération technologique. A un point tel que les cabines à cartes téléphoniques à pré-paiement ont tendance à fondre comme peau de chagrin. Les jeunes utilisent leur(s) portable(s) pour toutes les options possibles offertes par les modèles à disposition ; les aînés, essentiellement pour leurs fonctions premières, car ces appareils servent aussi à téléphoner...

Les connexions Internet, quant à elles, sont également en progression, même s'il reste encore des « zones blanches » dans le pays, ne mettant pas tout le monde sur un pied d'égalité pour les accès au réseau. Dans l'extrait ci-dessous, repris de l'avant-dernier numéro de *Regard*, la revue francophone de Roumanie (N° 74, mars-juin 2016), l'auteur met en évidence l'état de la question et les prochaines étapes envisagées pour améliorer la situation actuelle. Nous remercions Laurent Couderc, le directeur de la revue, de nous en permettre la reproduction.

Et, en lien avec l'actualité, comment ne pas souligner le rôle important joué par la technologie de l'information et la téléphonie mobile dans les manifestations actuelles des Roumains contre la corruption. (Voir : « Nouvelles de Roumanie »)

La Rédaction

La petite localité de Lăpoșel (département de Prahova) n'est située qu'à une centaine de km de Bucarest, pourtant ses habitants doivent se rendre dans les villages voisins pour accéder à Internet. Mais à partir de ce printemps, ils pourront « naviguer » sans devoir quitter leur canapé grâce à un projet financé par des fonds européens.

On les dénomme « zones blanches », ces territoires défavorisés où le Net n'a pas encore tissé sa toile. Ce devrait être chose faite prochainement, en partie. Sur 3 265 km, elles pourront enfin bénéficier d'un accès à Internet à haut débit via le programme Ro-NET. « *Les habitants de Lăpoșel sont impatients* », déclare Dumitru Târlea, le maire de la commune

de Lăpoșel dont dépend ce village de 400 âmes. « *Tout est prêt, les équipements ont été installés dans une école désaffectée, les avis ont été délivrés...* », ajoute-t-il.

Au total, 783 villages sur 2 268 toujours privés d'accès aux réseaux de communications ont été inclus dans ce programme dont la mise en place devrait s'étaler sur deux ans. D'un montant total de 69 millions d'euros, le projet a obtenu 57,1 millions de l'Union européenne. « *Nous espérons qu'en mars, 99 localités où les travaux ont déjà été finalisés bénéficieront de Wi-Fi gratuit de la part du concessionnaire, notamment dans les écoles et les mairies* », déclarait récemment le secrétaire d'Etat au ministère des Communications Horațiu Anghelescu.



Cristian Munteanu

Les connexions Internet atteignent progressivement les endroits de plus en plus reculés de Roumanie, parfois bien avant les premières nécessités



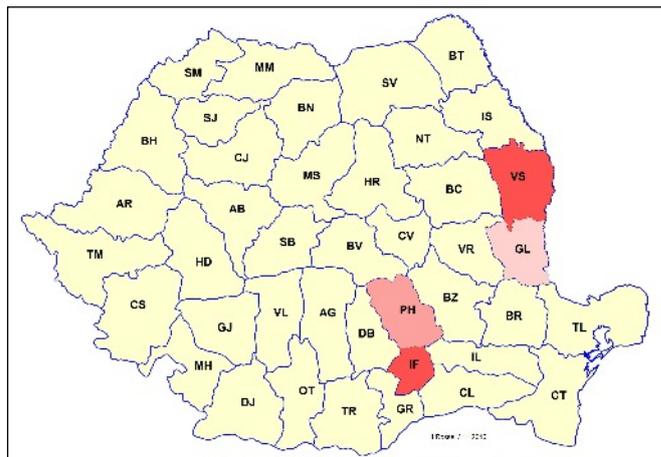
Hubert Rossel

Les réseaux câblés et/ou les ondes hertziennes touchent pratiquement tous les villages [Herculian/Magyarhermány (CV), septembre 2015]

Le Premier ministre Dacian Cioloș a de son côté promis d'intervenir auprès des autorités locales afin que tous les avis et permis requis soient délivrés rapidement : « *Notre objectif est de voir finalisé l'ensemble du projet d'ici la fin de l'année.* » Le concessionnaire est le groupe allemand Telekom – qui a repris en 2015 les opérateurs Romtelecom et Cosmote –, tandis que les équipements seront livrés par le Chinois Huawei. Le gouvernement, qui contribue à l'initiative avec 12 millions d'euros, a expliqué avoir choisi des localités où « *la rentabilité de l'investissement est limitée et où il n'y a pas de projets de la part d'investisseurs privés pour installer une telle infrastructure dans un avenir proche.* »

Sur ces 783 villages comptant 130 000 foyers, 400 000 habitants, 8 500 sociétés et 2 800 institutions publiques, 84 se trouvent dans le seul département de Vaslui, considéré comme « le » pôle de pauvreté en Roumanie. Parmi les autres départements ciblés par ce projet mais comptant le moins de « zones blanches » figurent Galați (un village), Prahova (cinq) et Ilfov (sept). « *Ro-NET se propose de réduire les écarts en matière de communications électroniques et de promouvoir la concurrence. L'infrastructure à haut débit sera accessible à tous les opérateurs qui souhaitent fournir des services aux utilisateurs, ce qui devrait encourager les opportunités d'affaires* », souligne le ministère.

Selon des statistiques européennes, la Roumanie accuse un retard important : en 2015, seuls 68 % des Roumains avaient accès à Internet, contre une moyenne de 83 % au sein de l'Union européenne. En outre, 32 % des Roumains n'ont jamais navigué sur la toile, contre une moyenne de 16 % dans l'UE.



Hubert Rossel

Carte des județ les moins couverts par le réseau Internet : deux en Moldavie et deux en Valachie. Il est étonnant d'y trouver celui de Ilfov, zone de moins en moins rurale, si proche de la capitale, sur les pourtours de Bucarest

Et pourtant, d'après une étude réalisée par le Bureau roumain d'audit transmédia (BRAT), 56 % des foyers sont connectés à Internet, alors que 35 % n'ont toujours pas l'eau courante, seuls 36 % ont une salle de bain et 32 % l'eau chaude. Enfin, si près d'un village sur cinq est aujourd'hui privé d'accès à Internet, les habitants de plus de 800 villages avaient le choix fin 2014 (selon les derniers chiffres disponibles) entre trois opérateurs différents, un nombre en nette hausse par rapport à 2008.

Mihaela RODINA



Hubert Rossel

Les grands-mères non plus ne sont pas fermées aux nouvelles technologies de la connexion... [Sibiu (SB), avril 2009]



Hubert Rossel

Entre deux prestations musicales, il faut vite consulter ses messages... [Sic/Szék (CJ), mai 2016]



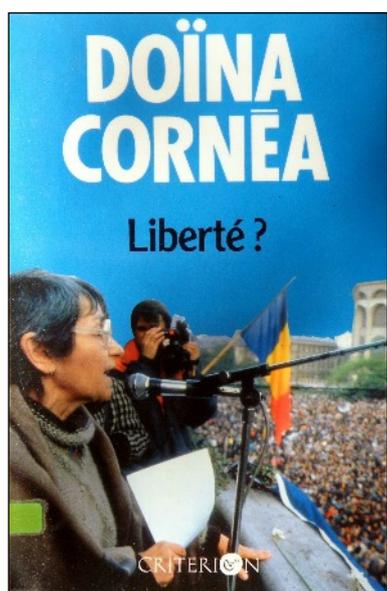
Hubert Rossel

La mode des selfies s'est aussi répandue chez les jeunes, partout, dans tous les milieux... [Sic/Szék (CJ), mai 2016]

Coin bibliothèque : *Liberté ?*

CORNEA Doina, *Liberté?*, Criterion, Paris, 1990.

A l'heure où, un peu partout, on peine à reconnaître le vrai du faux, le bien du mal, c'est un plaisir de découvrir ou redécouvrir le livre de Doina Cornea. Ce livre d'entretiens avec Michel Combes, paru en 1990, c'est la voix d'une femme qui a, très tôt mais progressivement, pris conscience de l'indigence intellectuelle dans laquelle un système avait plongé la population de son pays. Comment en était-on arrivé là ? Ce témoignage prend tout son sens au vu de l'actualité roumaine de ces dernières semaines et il reste un ferment de réflexions pour tous ceux qui ne veulent pas revenir sur les acquis et progresser vers une société plus éthique, plus juste et plus exigeante de vérité.



Hubert Rossel

Née à Braşov le 30 mai 1929, Doina Cornea est surtout connue comme ardente militante de droits de l'homme sous le régime de Ceauşescu. Elle commence à étudier le français et l'italien à l'Université de Cluj en 1948. Diplômée, elle débute sa carrière d'enseignante au lycée de Zalău, une localité au nord de Cluj. Elle y rencontre celui qui deviendra son mari. Dès 1958, elle se voit proposer un poste d'assistante de la chaire de Français à l'Université de Babeş-Bolyai à Cluj.

Grâce à son père qui lui a appris à observer et respec-

ter la nature, à réfléchir aux conséquences de ses actes et à agir au plus près de sa conscience et de la vérité, la petite Doina fait très tôt preuve de résistance face à l'injustice. Dans sa classe, elle s'associe aux enfants juifs renvoyés de l'école ou, encore, réclame avec ses camarades le droit de parler sa langue maternelle dans la cour de l'école durant la récréation.

A partir du moment où elle enseigne la littérature française à l'Université de Cluj, elle perçoit très rapidement les limites de la liberté d'expression. Pas de liberté de choix d'auteurs, de textes, sans parler de la possibilité d'exercer un esprit critique. C'est pourtant aussi à cela que doit préparer l'université !

Doina Cornea se fait alors un point d'honneur d'utiliser ce qu'elle sait faire le mieux : parler, écrire pour clamer l'exigence de vérité, le respect de la dimension éthique dans tout acte posé, la possibilité de la responsabilité individuelle à tous les niveaux. Pas facile lorsque la muselière est souvent brandie. Cette liberté de pensée et d'expression à laquelle tellement de gens aspirent est régulièrement menacée : perte d'emploi, menaces physique et psychologique, voire la torture et l'emprisonnement.

Pourtant, à sa grande surprise, Doina Cornea obtient, durant l'été 1965, une bourse pour un cours de formation continue à l'Université de Strasbourg. C'est la découverte de la liberté d'expression tous

azimuts : dans les groupes de discussion, dans la presse, la critique est partout. Tous les sujets sont abordés et chacun y va de ses idées, de sa manière de les exprimer. Elle n'en croit ni ses yeux, ni ses oreilles. En Roumanie, c'est, en fait, le début d'une nouvelle période, qui coïncide avec l'arrivée de Ceauşescu au pouvoir comme Secrétaire général du Parti communiste. Par sa résistance à l'Union soviétique, il séduit beaucoup de monde et fait espérer plus de liberté. Les discours officiels se font plus authentiques, des possibilités d'exprimer des opinions plus personnelles font renaître l'espoir. Des réformes de l'enseignement sont même proposées. L'Europe occidentale applaudit.

Mais, hélas, la période de répit dure tout au plus une dizaine d'années, avant que tout bascule dans la dérive que l'on connaît. Dans les années 70, les libertés se restreignent, tout est de nouveau surveillé, mesuré par l'Etat. L'impensable arrive, il faut jurer fidélité à celui qui cumule la plupart des fonctions du pays avec l'aide de la *Securitate*. Inacceptable pour une Doina Cornea ! En 1976, sa fille, partie étudier en France, décide de ne pas rentrer dans son pays. Cette décision est le début d'une prise de conscience encore plus aiguë de la situation. Beaucoup de Roumains, en particulier les intellectuels, partent en exil, mais Doina Cornea reste. A la fin des années 70, le pouvoir commence à prendre peur. Face à tout mouvement d'union, la répression est de plus en plus féroce : torture, emprisonnements, travaux forcés, enlèvements, accidents bizarres, déportations, disparitions inexplicables.

En 1980, il n'y a plus de possibilités de diffuser des écrits. Beaucoup d'ouvrages sont interdits. Pas de photocopies autorisées, forcément car l'accès au matériel de reproduction est interdit ! Qu'à cela ne tienne, les manuscrits de Doina Cornea, les « *samizdat* », sont reproduits avec du papier carbone de mauvaise qualité. Ils sont distribués sous le manteau et circulent de mains en mains. Ce sont des études de textes, des traductions d'auteurs importants à ses yeux (Mircea Eliade, Petru Gherman, Lao Tseu, Dao de Jing, Gabriel Marcel, Stéphane Lupasco, Constantin Noica...). Dans ses cours, les références à des auteurs, érudits ou personnes de culture non autorisés, sont condamnables. Elle continue cependant d'utiliser les idées de ceux qui l'ont aidée à se construire, à soutenir sa recherche à la fois intellectuelle et spirituelle. L'importance de l'être, qu'elle découvre chez Bergson, la mystique indienne et les philosophes roumains comme Lucian Blaga, forgent ses convictions et la renforcent dans la résistance à la mentalité ambiante faite « d'arrivisme, d'opportunisme, de vénalité, de compromis quotidien avec le pouvoir dus à la peur ».

Son cheminement progressif l'amène à ce constat « que le communisme n'est pas seulement un mode particulier de gestion du pouvoir, somme toute de facture semblable aux autres types de régimes politiques : on ne peut comprendre les dégâts qu'il a causés, si l'on ne commence pas par se persuader que le communisme est une prise de pouvoir idéologique plus que politique, qu'il a besoin, pour assurer sa pérennité, de transformer intérieurement l'être humain, de le réduire à sa seule dimension d'élément participant au consensus social. Le rapport entre l'individu et l'Etat en est altéré : l'individu ne compte plus autrement qu'en tant qu'un outil du consensus obligatoire. D'où le recours si fréquent dans les sociétés communistes, au mensonge généralisé. Parler de vérité y devient un scandale

et l'exigence de vérité, naturellement présente dans chaque être humain commence à dépérir et, petit à petit, disparaît. » (pp. 61-62)

Entre 1982 et 1989, elle fait parvenir 31 textes et protestations à *Radio Europe Libre*, qui les diffuse. Tous ceux qui ont une radio en Roumanie sont à l'écoute. C'est ainsi qu'elle a participé à redonner une voix, à réveiller les consciences et à encourager la réflexion personnelle. Elle a permis à une partie de sa génération de se redresser et de retrouver la dignité à laquelle tout être humain a droit, et surtout de ne pas se sentir seul face au système.

En 1983, elle est destituée de l'Université, suite au refus de s'aligner sur les directives officielles. L'auto-censure et l'inertie des intellectuels sont décourageantes mais elle continue, malgré tout, la diffusion de lettres, la traduction d'œuvres importantes à ses yeux. Les surveillances rapprochées, les vexations et contrôles, les confiscations de son courrier, les amendes lors de chaque envoi à *Radio Europe Libre*, les coups de fil anonymes et les menaces, les interrogatoires qui se multiplient, les arrêts à domicile et le policier devant la maison ne l'arrêtent pas.

Jusqu'à la Révolution de décembre 1989, les écrits protestataires qu'elle continue de faire passer clandestinement à l'Ouest, ses efforts pour alerter les organisations internationales, *BIT*, *Amnesty International*, *Ligue pour les droits de l'Homme*..., ses manifestations de solidarité avec d'autres rébellions anticomunistes, les mouvements ouvriers et syndicaux qu'elle soutient et encourage, et dont les représentants sont trop souvent restés anonymes, lui coûtent plusieurs emprisonnements et arrêts à domicile.

Malgré les difficultés, la répression, la perte et l'abandon d'amis, sa persévérance finit par payer et des signes de solidarité d'anciens amis mais surtout d'inconnus reviennent en écho à toutes les lettres, protestations et tous les documents écrits auparavant. Le soutien vient aussi de l'étranger ; les reportages radio et TV, les articles dans la presse internationale tirent de l'anonymat et assurent une protection à de nombreuses personnes victimes de la répression. La solidarité de Doina Cornea avec les mouvements ouvriers et les représentants de syndicats, qui essaient de se créer, lui donne des forces. Ils prennent contact avec elle pour les aider à « rédiger un texte qu'ils auraient aimé signer, eux aussi, portant sur la restructuration de la société roumaine sur des bases démocratiques. Ils auraient voulu qu'il y soit traité des structures de la société civile, des institutions, de la justice, du système d'assurance sociale, de l'organisation de l'économie et de l'agriculture. » (pp. 131-132)

Dans une nouvelle lettre adressée à Ceaușescu, elle le met devant une alternative, soit il maintient sa politique, soit « vous procédez à l'instauration de réformes, à commencer par la reconnaissance du principe du pluralisme démocratique, de celui de la séparation des pouvoirs administratif et juridique du pouvoir politique du parti, du principe de la compétence de l'intégrité morale dans le choix de nos dirigeants, indépendamment de leur appartenance politique et enfin à la libéralisation de notre société, de notre économie, de nos institutions et de notre culture. » Elle y aborde également « les questions de la privatisation, de la coopération avec l'Occident, de l'arrêt immédiat de la *systématisation* et de la restitution des terres aux paysans, de la reprise des relations avec l'exil roumain. » (p.132)

La répression prend encore plus d'ampleur lorsque *le plan de systématisation* est dévoilé. La population, autant des villes que des campagnes, ne pourra accepter de se voir couper de ses racines. La

lettre de protestation à cette occasion aura une grande résonance un peu partout, à la fois en Roumanie et au niveau international.

Sa rencontre fortuite avec Josy Dubié lui permet de faire passer le texte d'une intervention prévue à Cracovie lors de la *Conférence sur les Droits de l'Homme* du 25 au 28 avril 1988. L'invitation, elle ne l'a jamais reçue ; sa participation, elle l'apprend par *Radio Europe Libre* ; le passeport, il est impossible à obtenir. Auteur du reportage *Roumanie : Le désastre rouge*, (RTBF, 8 décembre 1988), Josy Dubié, ce journaliste courageux, finit par alerter sérieusement l'opinion publique occidentale et à créer des réactions. C'est le début, entre autres, du mouvement OVR – que Doina Cornea soutient et encourage à persévérer.

Après 1989, elle s'efforce de participer à la reconstruction de la société civile, elle fait partie du *Front du Salut National* mais découvre très vite que son ascendant sur la population est utilisé pour calmer les manifestations, qu'elle est manipulée pour garantir la crédibilité du *Front*. Elle se retire, par conséquent, de toutes les activités politiques mais ne se résigne pas.

Tout au long de ces entretiens, publiés en 1990, Doina Cornea revient sans cesse sur l'importance de l'éthique qui doit assumer « un rôle modérateur dans la société humaine afin de garantir l'équilibre, d'éviter qu'elle ne bascule soit vers l'extrême différenciation – l'anarchie et l'individualisme –, soit vers l'homogénéisation et le totalitarisme. » (p. 64)

Elle insiste sur la nécessité de l'éducation à tous les niveaux, sur les échanges à favoriser entre les institutions dans le pays mais aussi avec l'étranger. Beaucoup d'intellectuels roumains n'auraient pas connu la célébrité, s'ils n'avaient pas été confrontés aux idées de l'Occident, entre autres lors d'une première vague d'exil forcé dû au système de répression mis en place bien avant Ceaușescu. Elle prône l'ouverture, le partage et une certaine abnégation : « un acte culturel perd sa valeur dès l'instant où il n'est plus gratuit, dès l'instant où il cesse d'être un don que l'on fait à l'humanité ». (p. 65)

Tout au long de ces dialogues avec Michel Combes, Doina Cornea retrace, dans les grandes lignes, les événements historiques marquants de l'histoire de la Roumanie du 20^e siècle. Lire ou relire ces entretiens et les lettres ouvertes envoyées à Nicolae Ceaușescu et à des responsables du régime après la Révolution, Ion Iliescu et Petre Roman, fonctionnent comme une piqûre de rappel.

Les valeurs de Doina Cornea sont des valeurs universelles. Le retour à une exigence morale et spirituelle élevée, l'éthique dans toutes relations et actions, l'exigence de vérité et d'authenticité, le respect de la liberté, l'éducation à tous les niveaux sont autant de valeurs non négociables. Si ce livre d'entretiens peut être considéré comme « une mémoire », il permet surtout de mesurer tout le chemin parcouru depuis plus d'un quart de siècle et ce qu'il reste à faire. Les racines d'un possible retour au passé ne sont pas extirpées.

Les précieuses valeurs clamées par Doina Cornea sont celles que la société civile essaie de défendre actuellement en Roumanie. Espérons que cette société civile tienne bon et que la Roumanie, si souvent décriée, pourra servir d'exemple, donner foi et espoir en un avenir meilleur pour tous.

Vera ROSSEL

Deux ans après l'édition française, le livre a paru en roumain sous le titre : CORNEA Doina, *Libertate?*, Ed. Humanitas, București, 1992.

de Roumanie - Nouvelles de Roumanie - Nouvelles de Roumanie – Nouvelles

Depuis la fin du mois de janvier, le peuple roumain manifeste sans discontinuer, et de façon soutenue, contre la corruption dans le pays. Le point de départ a été la tentative du gouvernement de dépénaliser certaines infractions et, surtout, d'assouplir la législation anti-corruption. La rue ne décolère pas et les Roumains continuent à se mobiliser pour la défense de l'Etat de droit. Un souffle de solidarité inédit depuis la « Révolution » traverse la société, toute génération confondue, montrant la prise de conscience importante qui s'est faite en un quart de siècle et le rôle capital joué par la société civile – qui n'existait pratiquement pas à la fin de la période communiste.

Revue de presse spéciale, qui rappelle non seulement les principaux faits et les raisons de la colère, mais donne aussi la parole aux acteurs de ces manifestations ; elle met également en évidence, par une approche plus sociologique et anthropologique, plusieurs analyses sur le changement de mentalité de la Roumanie actuelle, surtout chez les jeunes. Dans l'expression de la diversité d'opinions – où chaque auteur assume la responsabilité de ses propos –, le bras de fer politique/politicien qui se profile derrière ce sursaut citoyen n'a *volontairement* pas été abordé, même s'il y est parfois fait référence dans l'un ou l'autre article.

Ces manifestations ne doivent pas occulter l'autre bras de fer mené précédemment par une partie de la population roumaine à Roşia Montană : la Roumanie vient de proposer l'inscription du site au patrimoine mondial de l'UNESCO.

(Toutes les formes graphiques ont été gardées telles que dans les articles originaux, avec ou sans les signes diacritiques suivant les cas, et selon les différentes orthographes possibles utilisées. Aucune uniformisation n'a été faite à ce niveau.)

La Rédaction

1.- Les premières réactions

En pleine nuit, le gouvernement roumain dépénalise l'abus de pouvoir

Des dizaines de milliers de manifestants avaient envahi les rues, rejoints par le président Klaus Iohannis, des intellectuels avaient écrit et partagé des cartes blanches pour exprimer leur émoi, l'Union européenne avait fait part de ses inquiétudes dans le rapport lié au Mécanisme de coopération et de vérification. Mais rien n'y a fait.

Après avoir feint d'être ouvert au dialogue et même de faire marche arrière, le gouvernement social-démocrate roumain, en fonction depuis moins d'un mois, a adopté, dans la nuit et contre toute attente, deux ordonnances d'urgence qui visent à blanchir les politiciens corrompus. La décision a été annoncée ce mardi soir [31 janvier, ndr] par le ministre de la Justice Florin Iordache, auteur du fameux "mardi noir", jour de l'année 2013 où le Parti social-démocrate avait essayé une première fois d'octroyer secrètement une super immunité aux députés.

"Nous avons adopté une série de mesures qui permettent d'éviter une condamnation de la Cour européenne des droits de l'homme", a-t-il déclaré, avant de rétorquer aux journalistes, étonnés par la précipitation dans laquelle cette décision a été prise, que le gouvernement choisit seul ses priorités et a le droit de modifier subitement l'ordre du jour.

En effet, le Parti social-démocrate a fait grand cas d'une certaine amende que devrait payer la Roumanie à cause du niveau alarmant de la surpopulation carcérale. Ainsi, ces ordonnances ne seraient-elles qu'une mesure destinée à désengorger les prisons. Sauf qu'elles ont également pour effet de modifier la définition du conflit d'intérêts, de dépénaliser plusieurs délits, dont l'abus de pouvoir qui provoque un préjudice inférieur à 45 000 euros, et de gracier quelque 2500 détenus, dont des élus purgeant des peines allant jusqu'à cinq ans de prison.

"Jour de deuil pour l'Etat de droit"

L'annonce a donc eu l'effet d'une bombe en Roumanie. M. Iordache a-t-il à peine terminé sa conférence de presse, que des milliers de citoyens avaient déjà envahi les rues. "Roumanie réveille-toi", "Dé-

mission", "Nous voulons des élections anticipées", "Je refuse cet abus", "Que le Parquet anticorruption vienne vous chercher", ont-ils scandé aux quatre coins du pays.

A l'heure d'écrire ces lignes, ils étaient 12 000 à manifester dans la capitale, et plus de 10 000 dans les autres grandes villes du pays. Beaucoup espéraient encore empêcher la mise en oeuvre de ces ordonnances d'urgence, mais la publication de celles-ci, peu avant minuit, dans le Moniteur roumain a dissipé presque toutes les possibilités de mettre des bâtons dans les roues des sociaux-démocrates. Sur Facebook, le président Klaus Iohannis a qualifié ce 31 janvier de "jour de deuil pour l'Etat de droit. Cet Etat de droit qui a reçu un coup de la part des adversaires de la justice et de la lutte anti-corruption. A partir d'aujourd'hui, ma mission sera de (...) faire de la Roumanie un pays libéré de la corruption. Je me battraï jusqu'au dernier jour de mon mandat pour cela".

"Acte totalitaire, dictatorial, déclaration de guerre à l'égard de la justice, coup d'Etat", ... les analystes ont rivalisé de formules-chocs pour qualifier cette décision. Laura Codruta Kövesi, chef du Parquet anticorruption, a quant à elle estimé que ces ordonnances d'urgence "privent de sens la lutte anti-corruption", entamée il y a dix ans et qui a depuis fait des ravages au sein de la classe politique. (Maria UDRESCU, www.lalibre.be, 1er février 2017)

*** ** *

Frein à la lutte anticorruption – Des milliers de citoyens ont manifesté contre le gouvernement

Derrière les murs bien gardés du bâtiment de la place de la Victoire de Bucarest, à la tombée de la nuit, le gouvernement social-démocrate roumain a adopté, en catimini, par décret d'urgence, la dépénalisation de plusieurs faits de corruption. La Roumanie aura donc bien connu son "mardi noir", du nom de la première tentative du Parti social-démocrate (PSD) d'octroyer, en secret et toujours nuitamment, une super immunité aux députés, en 2013. La décision a d'ailleurs été annoncée par Florin Iordache, déjà ministre de la Justice en 2013 et qui vient de récupérer son poste, comme pour faire un dernier pied-de-nez à ses détracteurs.

1. De quelles modifications s'agit-il ? Désormais, les fonctionnaires ne pourront plus être accusés de "négligence" puisque ce délit a été totalement supprimé. Aussi, l'abus de pouvoir ne sera pénalisé que s'il provoque un préjudice supérieur à 44 000 euros et ce, uniquement s'il est dénoncé dans un délai de six mois. Si avant ce délit était passible de 2 à 7 ans de prison et d'une interdiction d'occuper une fonction publique, la peine est réduite à maximum 3 ans de prison, voire à une simple amende. La définition du conflit d'intérêts a également été remaniée, afin de réduire le nombre de cas qui peuvent être qualifiés comme tels. De plus, et c'est là que le bât blesse, ces infractions ne s'appliquent pas à des mesures législatives. Entendez: toutes les décisions prises, par exemple, par un ministre ou un maire.

2. Quelles en sont les conséquences ? *"Nous avons adopté ce texte pour mettre la législation en accord avec des décisions de la Cour constitutionnelle"*, a défendu M. Iordache. Mais par la même occasion, nombre de politiciens pourront tourner la page de leurs déboires avec la justice. A commencer par le président du PSD, Liviu Dragnea, qui se verra débarrassé de son accusation dans une affaire d'emplois fictifs. Plus de 1000 personnes visées par des enquêtes pour abus de pouvoir échapperont ainsi à la justice et l'Etat ne récupérera plus des préjudices s'élevant, au total, à plus d'un milliard d'euros. Autant de conséquences qui ont fait bondir l'opposition et tout un pan de la société civile – à l'heure d'écrire ces lignes des milliers de Roumains se dirigeaient vers Bucarest pour participer à de nouvelles manifestations – mais aussi, et surtout, le pouvoir judiciaire. Les associations de magistrats et le Conseil supérieur de la magistrature ont dénoncé à l'unisson ces textes. *"Les mesures prises par le gouvernement visent à exonérer de leur responsabilité tous les hauts fonctionnaires accusés de corruption"*, a estimé Laura Codruta Kövesi, la procureure en chef du parquet anti-corruption (DNA). *"Dragnea et Iordache se sont confectionnés des lois la nuit comme des voleurs"*, a fustigé Monica Macovei, eurodéputée et ancienne ministre de la Justice.

3. Comment a réagi la communauté internationale ? Le président de la Commission européenne Jean Claude Juncker n'a pas tardé à rappeler que *"la lutte contre la corruption doit progresser, pas être défaite. Nous suivons les derniers développements en Roumanie avec grande préoccupation"*. Du côté du Parlement européen, un débat au sujet de la démocratie et de la justice en Roumanie a été ajouté comme premier point à l'ordre du jour de la mini-plénière ce jeudi. *"Cette loi représente un revers important dans la lutte de la Roumanie contre la corruption, a déclaré l'ONG "Freedom House". Nous exhortons le gouvernement à abroger cette décision et à renforcer les efforts de lutte contre la corruption, comme ses citoyens l'exigent."*

4. Quels scénarios pour la suite ? D'aucuns espèrent voir ces décrets contestés devant la Cour constitutionnelle et révoqués avant qu'ils ne prennent effet, dans neuf jours. Mais quand bien même ce scénario se réaliserait, la lutte anticorruption ne serait pas pour autant préservée. Car un projet de grâce visant environ 2 500 détenus, dont nombre de politiciens, a, lui, été soumis au Parlement, où le PSD bénéficie d'une majorité confortable. M. Iordache assure que les individus accusés de corruption ne sont pas concernés. Mais, selon Mme Macovei, *"il entend la corruption au sens strict, donc les pots-de-vin. Et 'oublie' ainsi le blanchiment d'argent, la fraude financière, la fraude électorale, l'abus de pouvoir..."* (Maria UDRESCU, www.lalibre.be, 1er février 2017)

*** *** ***

Le Président manifeste dans la rue contre le Premier ministre
Mardi soir, des milliers de Roumains sont descendus dans les rues après l'adoption par le gouvernement d'un décret allégeant la pénalisation de la corruption.

«Démission, voleurs», pouvait-on entendre scander mardi soir devant le Palais de la victoire à Bucarest où près de 10 000 personnes se sont rassemblées pour protester contre l'adoption par le gouvernement d'un décret d'urgence en faveur d'un allègement du code pénal concernant la corruption de la classe politique.

Ce texte entrera en vigueur quasi automatiquement et ne passera pas par le parlement. Il permettra de dépenaliser certaines infractions et de rendre l'abus de pouvoir passible de prison seulement s'il entraîne un préjudice supérieur à 44 000 euros. Ce décret exprime la volonté «de mettre la législation en accord avec des décisions de la Cour constitutionnelle», a justifié le ministre de la Justice Florin Iordache.

Cette annonce permettrait d'épargner à plusieurs hommes politiques des poursuites judiciaires, et notamment à Liviu Dragnea, le chef du Parti social-démocrate (PSD) au pouvoir depuis un mois. Ce dernier est actuellement impliqué dans un procès d'emploi fictif. Le préjudice est estimé à 24 000 euros par les procureurs, soit une somme inférieure à la limite imposée par le décret.

Par ailleurs, le gouvernement a soumis au parlement un projet de grâce pour 2500 détenus qui purgent des peines jusqu'à cinq ans de prison, qui pourrait aussi bénéficier à des hommes politiques condamnés. Mais ne l'a pas adopté par décret comme prévu.

Sur place, les manifestants se mobilisent et ne comptent pas abandonner les protestations. «Je suis indignée. Le PSD a gagné les élections mais cela ne veut pas dire qu'il peut modifier le code pénal de nuit, en cachette», a déclaré Gabriela State, une manifestante de 46 ans à l'AFP.

«Il faut défendre la démocratie, on ne peut pas les laisser faire», estime de son côté Jan, un jeune entrepreneur. «C'est un retour à la période d'il y a 15 ans», déplore alors Cristian Clot, employé dans le secteur informatique.

«C'est un jour de deuil pour l'État de droit, qui a reçu un coup dur de la part des adversaires de la justice et de la lutte contre la corruption.» Le président de la République de centre droit Klaus Iohannis.

Cette proposition faite par le gouvernement PSD de Sorin Grindeanu il y a dix jours, a également provoqué une vive discorde avec le président de la République de centre droit Klaus Iohannis. «C'est un jour de deuil pour l'État de droit, qui a reçu un coup dur de la part des adversaires de la justice et de la lutte contre la corruption», a déclaré mardi le chef de l'État dans un communiqué. Ce dernier s'est joint aux manifestants devant le siège du gouvernement mardi soir.

Pour M. Iohannis, le décret est une «grave violation de l'indépendance de la justice». Mercredi matin, il s'est rendu au Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et a exhorté les membres de l'opposition à saisir la Cour constitutionnelle. Ces derniers devraient déposer une motion de censure contre le gouvernement.

L'ensemble du monde judiciaire a dénoncé ce décret. Pour le Département de lutte antifraude (DLAF), qui fait la liaison avec l'Office de lutte antifraude (OLAF) de l'Union Européenne, cette décision d'alléger le code pénal «restreint sa capacité (...) de protéger de manière efficace les intérêts de l'UE en Roumanie».

L'Union européenne met en garde

Cette situation suscite également l'inquiétude de l'Union européenne. «La lutte contre la corruption doit progresser, pas être défaite. Nous suivons les derniers développements en Roumanie avec une grande préoccupation», a déclaré le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker et son premier vice-président Frans Timmermans dans un communiqué commun. Ils ont également «mis en garde contre une régression» du pays dans ce domaine et annoncé que la Commission «examinera attentivement les changements de législation». Le 25 janvier, la Commission européenne avait encouragé la Roumanie à prendre de nouvelles mesures de lutte anti-corruption. Cette dernière décennie, le parquet anticorruption a dirigé en Roumanie une vaste opération «mains propres» qui a notamment permis d'inculper plusieurs dizaines de politiciens. M. Dragnea avait dû renoncer en 2015 à son poste de Premier ministre en raison d'une condamnation à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale. De même, Victor Ponta accusé d'évasion fiscale et blanchiment d'argent a retrouvé sa place au parlement. (Lisa HANOUN, www.lefigaro.fr, 1er février 2017)

*** *** ***

La grogne enfle en Roumanie contre la dépénalisation de la corruption

Les décrets gouvernementaux allégeant les peines des politiques corrompus déclenchent des manifestations d'une ampleur jamais vue depuis la révolution de 1989. Plus d'un quart de siècle après la chute de Ceausescu, le pays peine à asseoir sa démocratie
Souvenons-nous. A la veille de Noël 1989 (...), les Roumains renversaient, lors d'un massif soulèvement populaire, leur dictateur historique, Nicolae Ceausescu. Eh bien, les manifestations antigouvernementales qu'a connues tout le pays ce mercredi soir étaient d'une ampleur inédite depuis ce moment historique, celui de la chute du communisme, mobilisant des dizaines de milliers de personnes contre un assouplissement de la législation anticorruption.

Aux cris notamment de «voleurs», «honte à vous», «démission», les manifestants étaient au moins 200 000 à travers le pays, dont la moitié à Bucarest, rassemblés durant près de cinq heures dans un froid glacial, face au siège du gouvernement. En l'absence de chiffres des autorités, plusieurs médias nationaux, comme *Adevarul*, ont estimé, eux, à 300 000 le nombre de personnes descendues dans la rue dans toute la Roumanie, de Cluj à Sibiu, en passant par Timisoara et, bien sûr, la capitale Bucarest (...).

Il faut dire que «l'actualité politique nationale, brûlante malgré le froid hivernal, occupe plus que jamais toutes les «unes», explique *Radio Roumanie internationale*. Mardi soir, le gouvernement [socialiste] de Bucarest, réuni en séance pour adopter le projet de budget pour cette année, a fini par excéder l'ordre du jour et adopter aussi» – et c'est là justement que le bât blesse – des «décrets d'urgence décriés depuis plus de deux semaines, par la rue, la société civile et les organisations de magistrats, décrets qui modifient la loi pénale» en matière de corruption.

Dans le détail, développe la radio, «aux termes de cet acte normatif, l'abus de fonction ne sera plus un délit pénal si le préjudice est inférieur à 50 000 euros. Le fait de favoriser l'auteur d'un délit par l'adoption de textes législatifs (...) ne constituera plus un acte de nature pénale. Même cas de figure pour les personnes qui sont membres de la famille de l'auteur d'un délit.»

Des décrets «en catimini»

Comme en faisait part le correspondant à Bucarest de la RTS ce jeudi matin sur La Première (à la 6e minute de son *Journal du matin*), tout cela a été voté «en catimini», pour faire sortir de prison les partisans du gouvernement actuel condamnés pour corruption. Au terme d'un conflit politique qui dure, où l'exécutif a déjà plusieurs fois tenté de passer en force, et ce depuis des années.

Cette fois, c'est donc fait: «Les deux projets de modification du code pénal et le projet de loi d'amnistie pour des faits considérés comme non dangereux ont pour objectif d'alléger les peines.» Mais ces derniers jours, les tentatives avaient «été stoppées par la décision du président» – Klaus Iohannis, qui a annoncé la tenue d'un référendum sur la question – «d'intervenir pendant le Conseil des ministres», lit-on dans *Romania libera*, que relaie *Courrier international*.

Au parlement de décider

Or, «tous ceux qui suivent de près la Roumanie» savent que «la lutte anticorruption dans le pays, ayant jadis été initiée par des forces étrangères [avec le processus d'adhésion à l'UE], [...] est perçue dans le pays comme un mécanisme juridique et non comme un processus de nature morale. [...] C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles les électeurs continuent à voter pour des politiques qui ont déjà été condamnés en justice», indique l'antenne bucarestoise de la *Deutsche Welle*, qu'a lue et traduit le site *Eurotopics*.

Sur le portail *Contributors*, un expert politique roumain a de fait condamné la tenue d'un référendum pour prôner «celle d'un débat honnête au Parlement sur la grâce accordée aux politiques corrompus»: «Le recours au référendum en tant qu'instrument de consultation directe est totalement exagéré, surtout à une époque aussi superficielle et hystérique, dominée par les fausses informations», estime-t-il.

Pour un débat sérieux

Non, poursuit-il, «ce que l'on devrait demander aux dirigeants actuels, c'est qu'ils consultent le parlement lorsqu'il en va de questions aussi complexes et aussi sensibles. [...] Cela permettrait la tenue d'un débat sérieux et donnerait le temps de trouver des compromis. Ne serait-ce pas la chose la plus normale du monde, la grâce collective étant subitement devenue le premier problème du pays, alors qu'il n'existait même pas il y a un mois pour les dirigeants actuels?» Mais ce qui énerve le plus les Roumains, c'est cette manie du secret dans l'action politique, héritée des années de dictature et qui parasite le bon fonctionnement d'une démocratie encore jeune. Les citoyens ne sont pourtant pas idiots, qui s'aperçoivent bien que le gouvernement social-démocrate actuel agit toujours «derrière les murs bien gardés du bâtiment de la place de la Victoire de Bucarest, à la tombée de la nuit», comme l'explique l'excellente et très didactique synthèse de *La Libre Belgique*.

«Dernier pied-de-nez»

«La Roumanie, poursuit le quotidien du Plat Pays, aura donc bien connu son «mardi noir», du nom de la première tentative du Parti social-démocrate (PSD) d'octroyer, en secret et toujours nuitamment, une super immunité aux députés, en 2013. La décision a d'ailleurs été annoncée par Florin Iordache, déjà ministre de la Justice en 2013 et qui vient de récupérer son poste, comme pour faire un dernier pied-de-nez à ses détracteurs.»

On voit donc bien le vice d'un cercle politique élitare, complètement déconnecté des préoccupations populaires. Au point que le gardien de l'Etat, le président, «manifeste dans la rue contre le premier ministre», titre *Le Figaro*. La nature exacte de ces dysfonctionnements

font l'objet d'interprétations divergentes depuis bientôt trente ans. Les différents gouvernements qui se sont succédé à Bucarest ont toujours été soupçonnés de manipulations dont le but était simple: permettre à leur nomenklatura de se maintenir aux affaires. (Olivier PERRIN, www.letemps.ch/opinions/2017/02/02/grogne-enfle-roumanie-contre-depenalisation-corruption, 2 février 2017)

*** **

Roumanie: le gouvernement persiste malgré des protestations massives

Bucarest - Le gouvernement social-démocrate roumain a défendu bec et ongles jeudi un décret d'urgence assouplissant la législation anticorruption, malgré un désaveu massif et des manifestants qui s'apprêtaient à passer une nouvelle soirée dans la rue.

"Nous avons pris une décision au sein du gouvernement et nous allons de l'avant", a déclaré le Premier ministre Sorin Grindeanu à l'issue d'une réunion de son parti (PSD), ajoutant qu'il n'avait pas l'intention de retirer le texte qui a mis le feu aux poudres.

A ses côtés, le puissant chef du PSD, Liviu Dragnea, a dénoncé "une tentative de déstabiliser le gouvernement", mettant en cause "une campagne de mensonges et de désinformation".

Entre 200.000 et 300.000 personnes ont manifesté mercredi soir à travers la Roumanie, lors d'une mobilisation sans égal depuis la chute du régime communiste de Nicolae Ceausescu fin 1989.

Beaucoup réclamaient la démission du nouveau gouvernement formé il y a à peine un mois par le PSD, qui a adopté mardi, en catimini, un décret d'urgence dépénalisant plusieurs délits de corruption.

Dénonçant une volonté du gouvernement de permettre à des élus et hommes d'affaires soupçonnés de malversations d'échapper à la justice, la mobilisation a été immédiate dans ce pays pauvre où la lutte contre la corruption s'était intensifiée ces dernières années sous la pression de l'UE et de magistrats très offensifs.

Les rangs du PSD, au centre de la vie politique depuis la fin du communisme, ont été particulièrement touchés par les enquêtes du parquet anticorruption (DNA).

Le DNA est l'institution qui bénéficie du plus fort taux de confiance du pays après l'Eglise orthodoxe et l'armée tandis que 95 % des Roumains souhaitent, avant les élections de décembre, que la lutte contre la corruption, fléau endémique, soit une priorité du futur gouvernement.

Plusieurs manifestants interrogés par l'AFP disaient craindre "un retour en arrière".

A Bucarest, où environ 100.000 personnes sont descendues dans la rue mercredi, la manifestation s'est terminée par des échauffourées, faisant six blessés légers.

L'exécutif justifie sa réforme par la nécessité de désengorger les prisons et de mettre en conformité le code pénal dont une soixantaine d'articles ont été invalidés par la Cour constitutionnelle.

Fissures

Des fissures ont commencé à apparaître au sein du gouvernement dont le ministre des Milieux d'affaires, du Commerce et de l'Entrepreneuriat Florin Jianu a démissionné jeudi, critiquant "l'erreur" du pouvoir.

Le ministre de la Justice Florin Iordache a affirmé qu'il ne démissionnerait pas, annonçant toutefois qu'il déléguait ses pouvoirs à un adjoint pour une semaine, sans en expliquer les raisons.

La Commission européenne, le Conseil de l'Europe et plusieurs ambassades occidentales ont exprimé leur préoccupation face au projet du gouvernement. Les adversaires du décret misent désormais sur une intervention de la Cour constitutionnelle.

Le président de centre droit Klaus Iohannis, en guerre ouverte avec le gouvernement, a annoncé jeudi avoir saisi la haute juridiction. Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) avait fait de même mercredi.

Le gouvernement a par ailleurs soumis au Parlement un projet de grâce visant environ 2.500 détenus purgeant des peines allant jusqu'à cinq ans de prison.

Après avoir dû quitter le pouvoir fin 2015, sous la pression d'importantes manifestations, le PSD a reconquis une majorité en parlement aux législatives de décembre en s'engageant notamment à améliorer le niveau de vie des Roumains.

Plusieurs de ses promesses sont entrées en vigueur: hausse du salaire minimum, des retraites, des bourses et transport gratuit sur les chemins de fer pour les étudiants.

*Mais selon l'éditorialiste Malin Bot du quotidien *Romania Libera* (proche du centre droit), "leur seul but est de se mettre à l'abri de la justice et de conserver les fortunes accumulées en parasitant l'Etat".*

Dans la rue, plusieurs pancartes des manifestants lançaient un message sans équivoque: "Vous ne pouvez pas nous acheter".

Sans concession du gouvernement, le bras de fer devrait continuer surtout si, explique à l'AFP l'expert politique Radu Magdin, la victoire de Donald Trump aux Etats-Unis encourage le gouvernement à se dire "+il y a d'autres leaders qui passent en force+ et laisse penser que l'Occident s'occupe d'autre chose" que de la Roumanie. (Daniel MIHAILESCU, www.lexpress.fr, 2 février 2017)

*** **

Corruption en Roumanie : le pouvoir se protège, la rue se soulève

Le nouvel exécutif est confronté à des manifestations historiques. Des centaines de milliers de personnes dénoncent un décret visant à assouplir la législation sur les abus de pouvoir.

Du jamais vu depuis la chute du régime communiste de Nicolae Ceausescu fin 1989. Chaque soir, depuis mardi, à la tombée de la nuit, les rues de Bucarest se transforment en agora. S'ils étaient seulement quelques-uns au début du mouvement, ils sont aujourd'hui plusieurs centaines de milliers à envahir les rues de la capitale roumaine pour protester contre ce qu'ils qualifient de «viol de la démocratie».

Entre 200 000 et 300 000 personnes ont battu le pavé mercredi soir. Tous réclament la démission du nouveau gouvernement du Parti social-démocrate (PSD), en place depuis un mois. Ce dernier a récemment signé un décret d'urgence qui dépénalise plusieurs infractions et rend l'abus de pouvoir (un chef d'inculpation fréquent à l'endroit des politiques dans ce pays) passible de peine de prison uniquement s'il provoque un préjudice supérieur à 44 000 euros. Parmi les justifications, le gouvernement avance celle du «désengorgement des tribunaux». De quoi permettre au chef du parti, Liviu Dragnea, d'alléger une éventuelle peine dans un procès d'emplois fictifs qui s'est ouvert mardi. Ce dernier convoitait le poste de Premier ministre, mais a dû renoncer en raison d'une condamnation pour fraude électorale.

«Enjeu moral et existentiel»

Aux cris de «voleurs», «honte à vous», «démission», la colère des manifestants n'est plus cantonnée à la seule capitale, elle touche les autres grandes villes comme Cluj, Sibiu ou encore Timisoara, tout comme des localités de taille plus modeste. Manifester contre le gouvernement afin de pouvoir continuer à vivre dignement dans leur pays (où la corruption est vécue comme un frein à l'ascension sociale), c'est aussi ce qui réunit des centaines de milliers de personnes, soir après soir, malgré la fatigue et le froid. «Je ne veux pas quitter mon pays et j'espère que mes enfants seront toujours ici quand je serai vieux», soutient Catalin, en première ligne du cortège, sur la place de la Victoire à Bucarest.

Pour Florin Turcanu, professeur de sciences politiques à l'université de Bucarest, «la mobilisation est proportionnelle à la stupéfaction que ces mesures ont provoquée et comporte un enjeu moral et existentiel». Pour lui, ces manifestations «mobilisent des personnes issues de la classe moyenne, ou encore de la jeunesse éduquée. Des personnes qui aspirent à vivre en Roumanie. Ce sont eux qui ont conscience de la menace que fait peser sur le pays un adoucissement de la législation en matière de corruption».

Si le mouvement ne cesse de s'étendre au-delà des appartenances politiques, c'est parce qu'il touche le quotidien des Roumains. «Dans les années 90, le cancer de la corruption frappait la classe moyenne. Beaucoup de gens ont quitté le pays pour cette raison, explique Turcanu. C'est pour ne pas revivre cette situation qu'ils manifestent aujourd'hui.» Face à la perspective de voir échapper à la justice des élus et hommes d'affaires soupçonnés de malversations, la mobilisation a été immédiate dans ce pays de 40 millions d'habitants où la lutte contre la corruption s'est intensifiée ces dernières années sous la pression de l'UE et de magistrats très offensifs.

«Mobilisation quasi révolutionnaire»

Ce n'est pas la première fois que les Roumains descendent dans la rue pour manifester contre leurs élites. L'histoire récente du pays est émaillée de protestations. Mais cette fois, la colère est d'autant plus forte qu'ils «considèrent que les partis politiques sont peu représentatifs», soutient le politologue Alexandru Gussi, de l'université de Bucarest. Et de poursuivre : «Désormais, la crédibilité du gouvernement est trop entachée. Et la rue ne va pas se calmer sans qu'il y ait des démissions.» Et c'est exactement ce qui s'est passé jeudi matin : certains ministres, comme Florin Jianu (Commerce), ont jeté l'éponge, se désolidarisant ainsi du gouvernement. Pour eux, ce dernier ne représente pas les valeurs du socialisme. Des observateurs, à l'instar d'Alexandru Gussi, craignent que «la majorité gouvernementale ne soit tentée d'organiser elle-même des manifestations, voire de démettre le président Klaus Iohannis, qui soutient le mouvement».

De nombreuses voix s'élèvent contre le décret en Europe et dans le reste du monde. Les Etats-Unis, mais également la France ou encore l'Allemagne, ont invité le gouvernement roumain à retirer la loi. L'eurodéputé Cristian Preda (Parti Mouvement populaire) parle de «mobilisation quasi révolutionnaire» et espère que l'exécutif, dirigé par Sorin Grindeanu, écouterait les conseils de l'Union européenne.

Pour sortir de la crise, qui s'accroît d'heure en heure, l'UE semble être la seule autorité compétente pour apaiser les tensions et endiguer l'escalade. «Seule une conciliation avec la Commission européenne dans le rôle de médiateur, comme ce fut le cas en 2012, pourra apaiser les esprits, soutient Preda. Non pas pour pénaliser le gouvernement, mais pour mettre fin à cette crise sans précédents.» Afin

que les événements de Bucarest ne finissent pas aussi tragiquement que les manifestations des années 90, pour lesquelles l'ancien président Ion Iliescu a récemment été mis en accusation pour crime contre l'humanité. «Il n'en va pas seulement de l'intérêt des Roumains, mais aussi de celui de tous les Européens», conclut l'eurodéputé. (Irène COSTELIAN, www.liberation.fr, 2 février 2017)

*** **

«Bande de voleurs» crient les Roumains dans la rue

Des manifestations visent le gouvernement socialiste de Sorin Grindeanu, qui veut assouplir la lutte contre la corruption.

C'est la plus grosse manifestation depuis la chute de la dictature de Nicolae Ceausescu. A Bucarest et dans les grandes villes roumaines, entre 200 000 et 300 000 personnes ont protesté dans la nuit de mercredi à jeudi pour dénoncer les décisions prises par le gouvernement socialiste pour assouplir la lutte contre la corruption. Celui-ci a validé en catimini lundi soir trois ordonnances qui limitent drastiquement le pouvoir des procureurs et des juges. Les textes donnent un coup d'arrêt à la campagne anticorruption qui a envoyé derrière les barreaux plus de 1500 hommes politiques et hauts fonctionnaires ces dernières années.

Après la Hongrie et la Pologne, l'Etat de droit roumain est devenu un nouveau sujet d'inquiétude pour les capitales occidentales. Avec un gouvernement de gauche, cette fois, depuis la victoire des socialistes aux législatives de décembre 2015. «La lutte anticorruption doit progresser, pas être défaits, a déclaré le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Nous suivons les derniers développements en Roumanie avec grande préoccupation.»

Infractions dépenalisées

L'ambassade de France à Bucarest a rendu publique une déclaration à laquelle se sont ralliées les ambassades d'Allemagne, des Pays-Bas, de Belgique, des Etats-Unis et du Canada. «Les actions du gouvernement remettent en question les progrès que la Roumanie a faits pour renforcer l'Etat de droit et combattre la corruption, selon le communiqué de l'ambassade. Les décisions du gouvernement risquent d'affecter les partenariats fondés sur nos valeurs communes.» Les décrets gouvernementaux dépenalisent plusieurs infractions. L'abus de pouvoir n'entraînera une peine de prison qu'à condition de provoquer un préjudice supérieur à 44 000 euros. Ce décret devrait permettre au président du Parti social-démocrate (PSD), Liviu Dragnea, d'échapper au principal chef d'accusation qui pèse sur lui dans un procès qui s'est ouvert mardi au sujet d'emplois fictifs. Dans ce dossier, les procureurs ont estimé le préjudice à 24 000 euros.

«Journée de deuil pour l'Etat de droit»

Le chef des socialistes a déjà à son actif une condamnation à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale, qui l'a empêché d'occuper le poste de premier ministre. Un projet de grâce visant environ 2500 détenus, soumis au parlement, devrait le blanchir complètement.

Les magistrats ont vivement critiqué les décisions du gouvernement, et le président libéral Klaus Iohannis a dénoncé les dérapages de l'exécutif dirigé par Sorin Grindeanu, mis en place par Liviu Dragnea. «Aujourd'hui, c'est une journée de deuil pour l'Etat de droit, a déclaré le chef de l'Etat mercredi. Le gouvernement a ignoré le rêve de millions de Roumains libres qui veulent vivre dans un pays nettoyé de la corruption. Le contrôle par la majorité au parlement n'est pas un chèque en blanc pour faire n'importe quoi.»

«Les mesures prises par le gouvernement visent à exonérer de leur responsabilité tous les hauts fonctionnaires accusés de corruption, explique Laura – Codruta Kövesi, la procureure en chef du parquet national anticorruption (DNA), fer de lance de la campagne qui a secoué la classe politique ces dernières années. C'est révoltant et c'est un risque majeur pour le système judiciaire.»

«Un quart de siècle en arrière»

Les décrets du gouvernement vont permettre à plus de 2000 personnes qui font l'objet d'une enquête pénale pour abus de pouvoir d'échapper à la justice. Le montant des préjudices est de 1 milliard d'euros, une somme significative dans un pays où le salaire minimum est de 350 euros par mois.

«Ce gouvernement va tomber comme Ceausescu il y a vingt-sept ans, affirme Valentin Firitoiu, un petit entrepreneur de Bucarest qui a participé aux manifestations de mardi soir. Les socialistes nous renvoient un quart de siècle en arrière, mais nous n'allons pas les laisser faire. C'est la corruption qui a poussé des millions de Roumains à partir travailler à l'Ouest. Il est temps qu'on arrête cette bande de voleurs qui nous gouverne.» De nouvelles mobilisations sont prévues dans les prochains jours.

La manifestation a été entachée par des violences provoquées par un groupe de supporters des équipes de football de Bucarest, certains estimant qu'ils ont pu être envoyés pour déstabiliser la contestation. Jeudi matin, le ministre de l'Entrepreneuriat, Florin Jianu, a par ailleurs annoncé sa démission sur Facebook. «La Roumanie ne mérite pas ce qui est en train de se passer», a-t-il expliqué, en dénonçant les mesures du gouvernement. (Mirel BRAN, *Le Monde* Paris - *Le Temps*/Lausanne, 2 février 2017)

*** *** ***

Roumanie : les manifestants font plier le gouvernement

Le gouvernement roumain a annoncé l'abrogation du décret qui assouplissait la législation anticorruption. Il espère ainsi apaiser la colère des centaines de milliers de Roumains descendus dans les rues. «Demain, nous nous réunissons pour abroger ce décret», a annoncé samedi soir le Premier ministre roumain, Sorin Grindeanu. Il a affirmé ne pas souhaiter «diviser la Roumanie» avec cette réforme pénale anticorruption, adoptée mardi sans l'aval du parlement, qui visait à réduire sensiblement les peines encourues pour abus de pouvoir et introduire un seuil minimum de préjudice de 200 000 lei (44 000 euros). Des cris de victoire ont salué ce revirement parmi la foule rassemblée à Bucarest devant le siège du gouvernement, épicerie de la contestation. Le gouvernement roumain vient en effet de céder à la pression d'une contestation populaire historique : 200 à 300 000 personnes envahissent les rues de la capitale roumaine, chaque soir depuis mardi, pour protester contre ce décret, «viol de la démocratie».

Selon le Premier ministre, la motivation du gouvernement avait été de mettre le code pénal en conformité avec la Constitution. Mais ce texte, avec son seuil de préjudice à 200 000 lei pour les abus de pouvoir, faisait craindre une régression de la lutte anticorruption. «Pour chaque chose, il faut payer, il faut faire des queues interminables», assure Alexander, un manifestant de 30 ans qui a perçu le décret gouvernemental comme une provocation dans une société qui vit la corruption au quotidien. Père de famille et fonctionnaire, il explique voir le système de l'intérieur et «c'est terrifiant».

Le gouvernement a été critiqué pour avoir voulu mettre à l'abri de la justice le chef du parti social-démocrate (PSD), actuellement en

procès dans une affaire d'emplois fictifs. La Commission européenne et le département d'Etat américain avaient exprimé leur préoccupation. M. Dragnea, qui a déjà écoupé de deux ans de prison avec sursis dans un précédent dossier, s'est défendu d'être l'un des bénéficiaires du décret, dénonçant une campagne de désinformation. Le gouvernement disait aussi vouloir ainsi désengorger les prisons avec ce décret. Un nouveau projet de loi sera rédigé et cette fois-ci soumis au parlement : il n'introduira pas de seuil de 200 000 lei de préjudice pour les délits d'abus de pouvoir. Sous la pression de l'UE et de magistrats très offensifs, des centaines de dossiers sur des malversations ont été instruits ces dernières années en Roumanie, marquant un tournant pour la justice du pays.

Poursuite de la mobilisation

Mais les protestataires, dont beaucoup demandaient aussi la démission du gouvernement en place depuis un mois, ont promis de rester mobilisés. Nombre d'entre eux envisagent de poursuivre les rassemblements. «Ce ne sont que des mots, il faut voir dans la pratique», confiait ainsi Aura Oprea, une chef d'entreprise. Ces manifestations à plusieurs centaines de milliers de participants sont inédites depuis la chute du communisme en Roumanie, pays qui compte aujourd'hui vingt millions d'habitants.

«Les gens vont rester très vigilants avec ce gouvernement. Ils ont montré qu'ils voulaient s'impliquer davantage dans la vie politique, c'est une nouveauté pour la Roumanie», saluait Raluca, une trentenaire. «Il s'agit du futur de nos enfants», lançait Georgiana Dragoi, une femme au foyer. «Nous voulons que justice soit faite.»

Le président de centre droit Klaus Iohannis, en guerre ouverte avec le gouvernement, a salué «un pas important vers une normalisation». (Daniel MIHAILESCU, *www.liberation.fr*, 4 février 2017)

*** *** ***

2.- Quelques entretiens, opinions et analyses

En Roumanie, la mobilisation de jeunes urbains qui veulent "croire en l'avenir"

Bucarest - "Si je crois en notre avenir' Et comment! Sinon on ne serait pas ici!" Pour Laura comme pour beaucoup des jeunes manifestants battant le pavé de Bucarest depuis mardi, la corruption et l'émigration massive qu'elle favorise ne sont pas une fatalité pour la Roumanie.

Venue protester vendredi avec son compagnon Daniel sur la place Victorieuse contre l'assouplissement de la législation anticorruption, comme environ 100.000 autres opposants, cette jeune maman trentenaire dit vouloir miser sur son pays.

"Nous avons décidé de ne pas partir", souligne-t-elle fièrement alors que son bébé dort paisiblement malgré le son assourdissant des vuvuzelas et des sifflets. "Ici, nous avons notre famille et nos amis, et nos salaires sont corrects pour les prix roumains."

Déclenché mardi par un décret d'urgence du gouvernement social-démocrate, le mouvement de protestation, qui a rassemblé de 200.000 à 250.000 personnes vendredi dans tout le pays, a pris des proportions inédites depuis la chute du communisme en 1989.

La plupart des manifestants sont à l'image de Laura: jeunes, urbains et qualifiés. Ils affichent leur "optimisme" quant à l'avenir de leur pays, tel Armand, un économiste âgé de 34 ans.

Pour Vlad, 39 ans, "depuis 2012, la gauche nous trompe, la droite nous trompe, ils font le même genre de politique. Mais c'est un bon pays quand on est jeune".

"J'aurais eu la possibilité de quitter le pays mais je n'ai jamais pensé que j'aurais une vie meilleure ailleurs". Simplement, "il faut descendre dans la rue pour que les choses changent", explique ce père de deux enfants gagnant 500 euros par mois comme lecteur à la faculté de cinéma de Bucarest.

'Environnement décent'

Au cours des dernières années, quelque 3 millions d'actifs, soit près de 15% de la population, ont pourtant quitté la Roumanie, occasionnant des pénuries de main d'oeuvre qualifiée dans certains secteurs. En cause: des salaires ne dépassant pas les 470 euros en moyenne dans ce pays où un quart de la population vit dans la pauvreté.

Et une corruption endémique qui complique la vie quotidienne et bride l'initiative, explique Cornelius, 26 ans. Cet éditeur vidéo installé à Manchester (Angleterre) est revenu en Roumanie "pour les vacances".

"J'ai quitté le pays principalement à cause de la corruption. Je gagne autant là-bas qu'ici. La seule différence, c'est la corruption", assure-t-il.

Depuis quelques années, des succès notables ont été enregistrés dans la lutte contre le phénomène grâce aux efforts d'un parquet spécialisé, sous l'impulsion de l'Union Européenne. Plus de 2.000 personnes ont été condamnées pour abus de pouvoir, dont des hommes politiques éminents.

Mais pour les manifestants, ces progrès sont menacés par le nouveau gouvernement social-démocrate (PSD), qui souhaite relever le seuil délictuel en matière de délinquance financière et libérer de prison des responsables déjà condamnés.

Pour Daniel, le compagnon de Laura, le "très bon degré de qualification" des Roumains dans les nouvelles technologies conjugué aux effets de la lutte contre la corruption ont créé un climat favorable aux investissements. Il estime qu'il serait regrettable qu'un revirement législatif vienne le compromettre.

"De nombreuses compagnies viennent ouvrir de grands centres de données et employer du personnel pour le support à distance. Ils produisent même des logiciels ici", souligne cet informaticien affichant un confortable salaire de 3.500 euros.

Stefan, un manager âgé de 40 ans, dit manifester pour que sa fille de 2 ans "grandisse dans un environnement décent". "Je veux que nous restions en Roumanie", souligne-t-il. "Mais vu le tour que prennent les choses, nous devons envisager des alternatives..." (Daniel MIHAILESCU, www.lexpress.fr, 4 février 2017)

*** **

Manifestations en Roumanie : « une prise de conscience civique »

Les Roumains, qui ont manifesté dans des proportions inédites depuis la chute du communisme contre un assouplissement de la loi anticorruption, réclament davantage d'équité et de civisme à une classe politique qui ne les représente plus, explique à l'AFP le cinéaste roumain Cristian Mungiu, 48 ans, dont le dernier film "Bacchalaureat", récompensé au Festival de Cannes 2016, aborde la question de la corruption.

Q: Avez-vous participé à ce mouvement et comment expliquez-vous cette colère ?

R: J'ai manifesté car ce mouvement est l'une des plus grandes prises de conscience civique des 15 dernières années. Ce sont des manifestations pour l'équité et le civisme. Des gens sont morts en 1989

(année de la chute du communisme) pour qu'aujourd'hui nous puissions nous exprimer. Après une transition douloureuse durant laquelle la majorité a souffert, tandis qu'une minorité s'est enrichie notamment en siphonnant de l'argent public, la justice avait donné des signes d'un assainissement de la société roumaine. Les condamnations pour corruption de différentes personnalités publiques ont été un signe de normalisation, un signe que, finalement, personne n'est au-dessus de la loi. Tout n'était pas parfait mais par rapport aux années 90 ou même 2000, la direction était bonne et l'indépendance judiciaire a été renforcée. L'entrée dans l'UE a favorisé l'émergence d'une classe moyenne exigeante en terme d'éthique et de méritocratie. Les gens pensaient que ce processus de justice était irréversible et allait se poursuivre mais ils ont soudain réalisé que ces acquis étaient en danger.

Q: Y-a-t-il une spécificité de la corruption en Roumanie ?

R: Mon dernier film explore le rapport entre le compromis en tant que choix personnel et la corruption de la société en général. Il se demande dans quelle mesure on peut rester complètement honnête dans une société qui souvent ne l'est pas. Il y a des gens qui ont résisté dans les prisons communistes en essayant de rester fidèles à leurs principes et ils l'ont payé de leur vie. Dans la plupart des pays où nous avons présenté le film, les spectateurs ont témoigné que cela aurait pu se produire chez eux, notamment dans les pays de l'Est et du Sud où nous avons fait des projections. La corruption est généralement associée à des sociétés pauvres mais aussi avec certains modèles historiques de société qui, dans le cas de la Roumanie, datent d'avant le communisme. Le problème est que la corruption est généralement associée à l'incompétence et l'imposture, l'absence de promotion méritocratique, ce qui génère des effets catastrophiques. Les citoyens ont alors le sentiment que certains compromis sont inévitables - et excusables, car les choses ne sont pas organisées comme elles le devraient.

Q: L'abstention très forte aux élections législatives roumaines de décembre contraste avec cette mobilisation citoyenne. Comment l'expliquez-vous ?

R: La corruption n'est pas le fait d'un seul parti, mais de la classe politique en général - parce que la plupart de ceux qui arrivent au pouvoir sont perçus comme des gens intéressés par leur propre enrichissement. Plusieurs affaires récentes ont révélé une complicité entre des politiciens de tous les partis, et les personnes condamnées pour corruption étaient elles aussi membres de quasiment tous les partis ; tous avaient intérêt à cette modification du code pénal. D'autre part, en Roumanie, les hommes politiques changent souvent de parti, ce qui explique le désintérêt des électeurs. Lors des dernières élections, nous avons dû choisir entre un parti issu de la société civile, perçu comme honnête mais sans structure, sans expérience et sans programme clair, et les partis traditionnels, perçus comme identiques. Les électeurs savent bien ce qu'ils veulent mais ils n'ont pas d'alternatives claires pour les représenter. (AFP, www.boursorama.com, 5 février 2017)

*** **

Roumanie: un souffle de solidarité inédit traverse la société

Horia Georgescu n'avait jamais pris part à un mouvement de protestation. Mais la tentative du gouvernement roumain d'assouplir la législation anticorruption a incité cet imprimeur à offrir ses services aux manifestants, illustration d'une mobilisation civique "inédite" en

Roumanie.

Son atelier de Ploiesti, à une soixantaine de kilomètres au nord de Bucarest, est devenu le lieu de fabrication de nombreux panneaux brandis depuis une semaine dans la capitale, qui connaît, comme tout le pays, une vague de manifestations sans précédent depuis la chute du communisme.

"Ca s'est fait de façon très spontanée. J'ai vu diverses initiatives sur internet et j'ai réalisé que j'avais quelque chose à offrir: pas trop important au niveau matériel mais assez symbolique", raconte l'entrepreneur de 33 ans.

Des dizaines de demandes d'impression de slogans "très inventifs" ont suivi son annonce sur Facebook, et Horia Georgescu s'est lui-même confectionné une banderole de 30 mètres qu'il a déployée devant le siège du gouvernement à Bucarest: "Vous avez réussi, vous nous avez unis!"

L'imprimeur souligne qu'il n'était jamais descendu dans la rue auparavant, "mais ce qui s'est passé cette fois-ci a dépassé toutes les bornes".

Des centaines de milliers de Roumains se sont mobilisés contre une tentative du gouvernement social-démocrate d'assouplir la législation anticorruption, un mouvement qui a culminé avec quelque 500.000 manifestants dimanche malgré une marche arrière du gouvernement.

'Mépris souverain'

A Bucarest, des restaurants ont fait table ouverte pour les manifestants, des hôtels leur ont offert des lits. Et Adina Horga a gratuitement permis l'accès de son jardin d'enfants pour que les parents puissent aller manifester le soir.

"Si la transformation ne commence pas par l'éducation, on ne verra pas de changement dans le pays. Ni dans cinq, ni dans dix ans", estime la jeune cheffe d'entreprise.

Cette mobilisation de milieux économiques "n'a jamais existé auparavant. C'est une nouveauté importante, un nouveau registre de la solidarité", estime le chercheur Vintila Mihailescu.

"Un seuil entre la passivité d'une réaction sur Facebook et le fait de descendre dans la rue a été franchi quand le pouvoir a donné l'impression d'un mépris souverain" envers la population, analyse pour l'AFP cet anthropologue réputé.

Selon lui, l'élargissement de la base de la mobilisation illustre la "maturité" atteinte au fil des ans par le mouvement citoyen roumain.

La mobilisation citoyenne avait déjà obtenu en 2013 l'abandon d'un projet de gigantesque mine d'or à ciel ouvert dans une zone protégée de Transylvanie. Et fin 2015, la colère des manifestants avait poussé à la démission un précédent gouvernement social-démocrate après la mort de 64 personnes dans l'incendie d'une boîte de nuit de Bucarest. Pour Mihai Grecea, grièvement blessé dans ce drame et venu manifester à Bucarest ces derniers jours, "les gens ont fini par comprendre leurs droits, et ils ont compris qu'on n'a pas arrêté de leur mentir depuis des années".

'Pays coupé en deux'

Leader du groupe Voltaj, qui avait représenté la Roumanie à l'Eurovision en 2015, et auteur d'un des hymnes de l'actuelle contestation, Calin Goia note la même évolution, favorisée selon lui par les réseaux sociaux.

"On a eu de tels moments en 1990 mais à l'époque on n'avait pas le même exercice de la démocratie. Internet n'existait pas pour nous mettre en lien et nous aider à déjouer les manipulations", estime-t-il. Confirmant l'émergence d'une "nouvelle génération", Vintila Mihailescu n'en met pas moins en garde contre un risque de fracture de la

société roumaine.

"Une société dont les composantes ne communiquent plus risque l'effondrement", souligne l'universitaire, selon qui "les dichotomies se sont aggravées et radicalisées ces derniers temps".

Le Premier ministre Sorin Grindeanu, dont certains manifestants demandent la démission, n'a de son côté pas hésité à évoquer un pays "coupé en deux morceaux, voire plus".

Le mouvement de protestation est essentiellement porté par une jeunesse urbaine et qualifiée, les campagnes défavorisées étant traditionnellement proches du parti social-démocrate au pouvoir.

Pour Horia Georgescu, l'imprimeur, la prise de conscience civique a franchi un cap. "A partir de maintenant, chacun saura qu'il faut faire son devoir envers son pays" et être prêt à descendre dans la rue si "quelque chose ne va pas". (AFP, www.leparisien.fr, 7 février 2017)

*** **

La Roumanie fait rêver ses voisins des Balkans

L'écho de la mobilisation massive des Roumains contre leur gouvernement s'est répandu comme une onde de choc à travers toute la région, suscitant admiration, envies et amertume.

Quelques centaines de kilomètres séparent seulement la capitale roumaine, Bucarest, de la Bulgarie voisine mais pendant des décennies cette distance semblait quasi insurmontable. Et cela malgré la construction, aussi longue que coûteuse, d'un deuxième pont sur le Danube qui n'a pas, contrairement aux attentes, davantage rapproché ces deux pays membres de l'Union européenne depuis 2007.

Et puis, il y a eu ces manifestations gigantesques à Bucarest et dans de nombreuses villes de province. Les images de cette foule aussi joyeuse que déterminée – qui a atteint certains soirs le demi-million de personnes – demandant l'abrogation d'un décret limitant les peines dans les affaires de corruption ont fasciné les Bulgares, mais aussi tout ce que les Balkans comptent de représentants de la société civile. «C'est une source d'inspiration et un exemple pour nous, les Macédoniens, affirme Borjan Jovanovski, rédacteur en chef dans une grande télévision privée de Skopje. «Cela nous redonne foi aussi dans l'UE», poursuit-il, en référence au long et incertain processus d'adhésion de son pays à la famille européenne.

«Là où les citoyens tordent le cou à la corruption»

A Sofia, les Bulgares ne se sont pas contentés cette fois-ci de rester devant leur poste de télévision. Beaucoup d'entre eux ont sauté dans un train, un bus ou se sont associés pour partir en voiture. Direction Bucarest, «là où les citoyens tordent le cou à la corruption et non l'inverse», comme l'a dit joliment l'un d'entre eux sur les réseaux sociaux. Ceux qui n'ont pas pu faire le déplacement se sont réunis, dimanche, devant l'ambassade roumaine en signe de soutien aux manifestants, bardés des drapeaux des deux pays et reprenant le slogan de la place de la Victoire de Bucarest: «Résiste!»

«Pourquoi la Serbie n'est pas la Roumanie?», se demande dépité l'essayiste serbe Dragoslav Dedovic, en rappelant l'époque pas si lointaine où le Roumain, prisonnier de son pays sous le régime communiste ou travailleur saisonnier après la chute du régime, ne provoquait qu'un sentiment de «sympathie mêlé de pitié» en Serbie. Le voici aujourd'hui devenu un citoyen engagé et, là aussi, un exemple à suivre: «Roumanie, terre de mes rêves», écrit dans l'émblématique hebdomadaire libéral *Vreme* de Belgrade, la chroniqueuse Jovana Gligorijevic.

Ailleurs, un «simulacre» de lutte

Cette fascination pour le mouvement protestataire roumain dessine aussi, un creux, un tableau bien sombre de la vie politique dans les pays concernés. Les démocrates bulgares, serbes et macédoniens déplorent le «simulacre» de lutte contre la corruption auquel se livrent leurs gouvernements mais aussi leurs propres faiblesses. «Il est clair que les Roumains viennent de prouver, peut-être à la différence de nous, combien ils étaient attachés à tout ce qu'ils ont obtenu depuis leur adhésion dans l'UE», estime le blogueur Asen Guénov, l'une des figures de la société civile de Sofia.

«La société civile bulgare s'est essouffée après les manifestations de 2013», enchérit Atanas Tchobanov du site d'investigation Bivol, sorte de Mediapart à la sauce bulgare, qui a sorti un nombre impressionnant «d'affaires» sans que la justice ne bronche. «Je remarque que les manifestants à Bucarest acclamaient les magistrats du parquet anti-corruption [DNA], ceux-là même que le gouvernement voulait mettre sur la touche. Quelle différence avec la Bulgarie! Ici, aucun homme politique n'est derrière les barreaux. Au contraire, le parquet bulgare agit comme un instrument du pouvoir afin de maintenir le statu quo corrompu», s'énerve-t-il. Lui aussi espère que les événements à Bucarest puissent donner «un nouvel élan au mouvement anti-corruption» dans son pays.

En attendant, la mobilisation des manifestants roumains n'a pas faibli. Vu de Sofia ou de Belgrade, ils ont obtenu l'impossible: ils ont ébranlé un gouvernement imbu de son pouvoir et obtenu le retrait d'un projet de législation qui constituait, selon eux, un retour en arrière irréversible dans leur lutte pour plus de transparence et de justice dans la vie politique. Et ces Roumains ont été sensibles au coup de pouce de leurs voisins, notamment des Bulgares. Au plus fort de la mobilisation, de nombreuses pancartes brandies place de la Victoire leur disaient merci, en lettres cyrilliques. Et Asen Guénov est sûr d'avoir lu sur l'une d'entre elles: «Eh, les Bulgares, c'est votre tour maintenant!» (Alexandre LÉVY à Sofia, www.letemps.ch, 7 février 2017)

*** *** ***

Mobilisation. Quelque chose de profond a changé en Roumanie

Vingt-sept ans après la chute de Ceausescu, des centaines de milliers de Roumains se réunissent chaque soir place de la Victoire, à Bucarest, pour crier leur rejet de la corruption et leur attachement à l'Europe.

L'ordonnance porte un numéro fatidique, le 13, et elle a été approuvée le 1er février, geste suprême de mépris à l'adresse des manifestants qui descendaient déjà dans les rues depuis le dimanche 29 janvier. À Bucarest, des dizaines de milliers de personnes ont convergé sur la place de la Victoire. Un déferlement d'énergie inouï, puissant, solaire.

Cette révolution blanche, couleur de la neige qui venait de couvrir la capitale roumaine, a été principalement déclenchée par des jeunes âgés de 20 à 30 ans, mais les manifestations ont rapidement rassemblé toutes les générations. Ce fut, et c'est encore, la révolution de la vérité qui jaillit en pleine lumière, si magnifiquement illustrée par les centaines de milliers de lumières de téléphone brillant dans la nuit du samedi 4 février sur la place qui s'étend devant le siège du gouvernement de Sorin Grindeanu.

Changement profond dans les mentalités

C'est une révolution qui n'a pas remplacé un gouvernement par un autre, mais qui a changé quelque chose de profond dans les mentalités. S'est produit, enfin, le sursaut essentiel, le passage de la résignation chronique (si propre aux Roumains) à l'implication totale. Nous avons assisté à la naissance d'une formidable conscience civique. Prenant la mesure de notre force grâce à la technologie, unis par les réseaux sociaux et organisés sur Facebook, informés par le web et immunisés contre les manipulations des télévisions, nous avons cessé d'être seulement une population. Nous avons marqué, enfin, la grande séparation symbolique vis-à-vis des vestiges du communisme, et de tout ce que ce fléau nous a laissé en héritage : la corruption, la nomenklatura politico-financière.

La révolution blanche, propre, sans violence, sans sang ni morts sur la chaussée, survient vingt-sept ans après la chute de Ceausescu, l'homme que l'abus continu de pouvoir, la propagande et les mensonges devenus politique d'État ont condamné aux oubliettes de l'Histoire. Tout comme Nicolae Ceausescu, Liviu Dragnea, le leader de la gauche, voit la main des agents étrangers partout, et, totalement coupé de la réalité, il soutient que ces manifestations n'ont rien de spontané. Comme Ceausescu face à une foule désormais incontrôlable, le premier réflexe de Dragnea a été de promettre aux gens quelques sous de plus pour les salaires et les retraites.

Une place à part en Europe

Mais cela ne marche pas, pas plus de nos jours qu'à l'époque. La Roumanie, par cette contestation exceptionnelle, est en train de s'assurer une place à part en Europe, forçant l'admiration tout en suscitant la perplexité. Une nation gouvernée par des leaders corrompus refuse de capituler devant la légalisation du vol et contraint au respect une Europe habituée à ne recevoir de Bucarest que des mauvaises nouvelles.

Dans une Europe assaillie par les mouvements nationalistes, anti-européens, la Roumanie est le seul pays où, chaque jour, des centaines de milliers de personnes descendent dans la rue pour manifester leur attachement à l'Occident. Alors que la neige est en train de fondre et de salir, de souiller les rues de Bucarest, la révolution blanche, elle, est en train de remporter une première bataille importante face à cette façon, engluée dans la corruption, de faire de la politique. Dorénavant, rien ne sera plus pareil dans notre pays, quoi qu'entreprennent ces scélérats pour prendre leur revanche. Mais rien n'est jamais définitivement acquis. N'oublions jamais : *"Eternal vigilance is the price of liberty."* (Dan TĂPĂLAGĂ, hotnews.ro, Bucarest, repris par *Courrier International*, Paris, 7 février 2017)

*** *** ***

VINTILĂ MIHĂILESCU - Comprendre l'opposition des deux Roumanies

Les récents bouleversements que la Roumanie traverse, ont abouti à une division de la société : les manifestations contre le gouvernement en place continuent à Piața Victoriei, alors que des contre-manifestations ont lieu devant le siège de la présidence de Bucarest. Rencontre avec l'anthropologue Vintilă Mihăilescu pour comprendre l'opposition des deux Roumanies.

Lepetitjournal.com/Bucarest : La crise que traverse en ce moment la Roumanie a engendré une division de la société : pour/contre les derniers décrets d'urgence, pour/contre le PSD, pour/contre les manifestations,... Cette séparation au niveau

sociétal, se ressent aussi dans des sphères plus intimes : parfois au sein d'une même famille ou d'un groupe d'amis. Pensez-vous que cette fracture est avant tout générationnelle?

Vintilă Mihăilescu : Il y a, certes, un clivage générationnel, mais il y a surtout d'autres éléments, comme des conflits et des frustrations d'autres natures, qui s'expriment à travers cette image d'une « guerre des générations ». C'est plus facile et, d'une certaine manière, plus « efficace » : on se donne un bouc émissaire, unique, à travers lequel on justifie sa souffrance. Ce bouc émissaire est identifiable, tout près de soi, on peut le montrer du doigt et, au besoin, l'engueuler. Il y a, depuis longtemps déjà, un mal de société partagé par la grande majorité, un sentiment aigu d'être les laissés-pour-compte de la société, les enfants mal aimés, les victimes. Or, ce sentiment est vécu différemment par les jeunes, qui sentent qu'on leur vole leur avenir, alors que les plus âgés demandent qu'on reconnaisse leur passé. Qui est coupable ? L'autre, le plus proche : *les parents* qui ont vécu leur vie et nous empêchent maintenant de vivre la nôtre, ou *les jeunes*, pour lesquels on s'est sacrifiés et qui maintenant nous sacrifient. On est en pleine crise œdipienne... Mais, ce qui est plus important, je crois, c'est que cette « fracture générationnelle » n'est que l'espace domestique où se joue le manque accru de communication, manque qui caractérise l'espace public roumain en général.

Peut-on parler d'un clivage entre la ville et la campagne?

Certes, et c'est, peut-être, le plus important problème structurel de la Roumanie. Les décalages et iniquités entre l'espace rural et l'espace urbain ne font que s'accroître en dépit des quelques mesures qu'on a commencé à mettre en place. Mais c'est aussi le problème le plus méconnu par « la ville » et les élites urbaines en général. Pire encore : quand on parle des « deux Roumanies » c'est souvent pour incriminer la campagne et ses Roumains pauvres car « paresseux » (voire pire encore !). Ce refus de compréhension et, encore une fois, de communication, est responsable de l'approfondissement de ce clivage déjà existant. Par ailleurs, on ne doit pas considérer « les campagnes » dans le sens strictement spatial car, pour la plupart des petites villes, c'est le même schéma. En effet, toute une génération d'anciens paysans, qui s'est vue poussée vers les villes et les industries communistes, se voit maintenant repoussée vers ses villages d'origine. Et, aujourd'hui, de retour au village ou en ville, ils partagent *sui generis* ce stigmate des campagnes, et sont perçus, eux aussi, comme des Roumains *second hand*, mal éduqués et rétrogrades.

Malheureusement, le PSD a été et reste le seul parti à savoir et à vouloir parler à ces gens ; hélas, ce n'est pas forcément pour les aider...

Croyez-vous que des différences fondamentales de valeurs et de références morales séparent ces deux Roumanies ?

A première vue, oui. Ce serait même bien normal. Mais, pour parler de différences de valeurs et de références morales il faudrait qu'on en parle, qu'on en discute, bref, qu'on communique. On y revient donc : ce qui sépare par-dessus tout les deux camps (entre autres...) c'est ce mur de non-communication, mis en place, surtout, par le politique et amplifié sans cesse par les médias.

Au sujet des manifestants de Piața Victoriei et de Cotroceni, il y a eu beaucoup de rumeurs selon lesquelles les manifestants seraient payés, manipulés,... On dirait qu'un débat rationnel est impossible entre les deux camps...

On réchauffe une rhétorique ancienne, mais aussi assez générale. En fin de compte, il s'agit toujours d'une mise en scène de la réalité : si elle convient, on essaye de se convaincre que la « vraie » réalité

est *au-dessus* de ce qu'on voit, qu'elle est encore plus grande et plus puissante. Sinon, on se met à la combattre en se disant que ce qu'on voit, n'est pas la « vraie » réalité, que celle-ci est ailleurs, cachée quelque part *en-dessous* de nos regards naïfs. Maintenant, à chaud, il est impossible de convaincre les gens du contraire. Par ailleurs, à quelque chose malheur est bon : l'envergure des protestations et aussi une relative maturation politique des jeunes protestataires, ont poussé les gens vers une certaine prise de conscience du danger qu'un pareil clivage sociétal peut représenter pour tous. C'est possible donc, à mon avis, qu'une certaine ouverture vers le dialogue social se mette en place, à la suite de ces manifestations. Non tant dans l'espoir du meilleur, mais surtout par peur du pire... (Rédaction, www.lepetitjournal.com, Bucarest, 13 février 2017)

*** **

«La Roumanie connaît une deuxième révolution 'démocratique'»

Les manifestations qui ne faiblissent pas depuis le 29 janvier ont dégénéré en réelle insurrection sociale, comme il n'y en a plus eu depuis la chute du communisme en Europe de l'Est, en 1989.

[Octavian Milewski, analyste politique roumano-polonais, est interviewé par Karolina Zbytniewska, rédactrice en chef de *EurActiv*, ndr]

Des milliers de Roumains manifestent depuis fin janvier. Le 6 février, ils étaient plus de 250 000 dans les rues de Bucarest. Sommes-nous témoins d'une révolution démocratique ?

Absolument. C'est une révolution démocratique et civique. Pour la Roumanie postcommuniste, une telle mobilisation civique est inédite. Cela témoigne de la transformation du pays, et de son européanisation. Ces manifestations transcendent les affinités politiques, les identités régionales et ethniques, l'âge, la religion et la classe sociale. Il s'agit en outre de manifestations pacifiques, qui font ressortir le meilleur, le plus coloré et le plus imaginaire des citoyens. Aucune entité sociale n'a été capable d'organiser les Roumains de cette manière jusqu'à aujourd'hui, ce qui nous pousse à reconnaître la maturité de la société civile et du comportement civique en Roumanie. Pour un pays qui était perçu jusqu'à présent comme en retard, même dans la manière dont les citoyens défendaient leurs droits fondamentaux, il s'agit en effet d'une révolution morale.

Le décret qui a entraîné les manifestations était accompagné d'une autre proposition qui aurait rendu la liberté à quelque 2 500 prisonniers purgeant des peines courtes. Les réglementations proposées avaient pour but de libérer des oligarques et personnalités politiques de premier plan, et notamment Liviu Dragnea, qui dirige le parti au gouvernement. Celui-ci n'a pas pu devenir Premier ministre lors des dernières élections, en décembre, à cause d'une condamnation à deux ans de prison. Comment un tel coup d'État sur l'État de droit est-il possible dans un pays démocratique, membre de l'UE depuis dix ans ?

Tout a commencé en 1989-90, quand un ancien communiste opportuniste et un appareil sécuritaire de plusieurs niveaux ont capturé l'État roumain. Depuis, les postes cruciaux de l'État sont aux mains de ce type d'individus. La modernisation et l'européanisation diminuent les pouvoirs de cette oligarchie et la lutte contre la corruption a atteint un nouveau niveau ces dernières années, notamment grâce à l'adhésion de la Roumanie à l'UE et à l'OTAN, ainsi que son partenariat stratégique avec les États-Unis.

L'amélioration de l'État de droit, mais aussi l'ancrage des valeurs européennes dans la société roumaine a fait réagir cette classe politique. D'une certaine façon, il s'est passé quelque chose de similaire en Hongrie, un renversement des gains démocratiques, mais, malheureusement, en Hongrie, l'oligarchie a gagné la partie. Il n'est pas étonnant que ce soit le PSD (Parti social-démocratique), le plus grand parti du pays, qui compte dans ses rangs le plus grand nombre d'hommes politiques se protégeant de la loi grâce à leur immunité parlementaire.

Il devrait cependant être souligné que le PSD n'est pas le seul parti dans ce cas. En réalité, il existe une approche transpartite défendant les intérêts, pratiques ou actions corrompues. Les partis sont devenus les acteurs politiques les moins fiables en Roumanie. C'est ce fléau qui a dynamisé les citoyens, qui luttent pacifiquement dans les rues et sur les places roumaines ces jours-ci.

L'une des mesures du nouveau décret prévoit la dépénalisation des délits liés à des sommes de moins de 200 000 lei (45 000 euros). Pourquoi ce montant particulier ?

Il n'a pas été choisi au hasard. Des politiciens très importants et des fonctionnaires d'État haut placés ont été condamnés pour moins que cela. C'est le cas de Liviu Dragnea, entre autres. S'il entre en vigueur, le décret annulerait les jugements qui ont justement poussé l'UE à féliciter le pays pour sa lutte efficace contre la corruption ces quatre ou cinq dernières années.

Sorin Grindeanu, le Premier ministre, a annoncé l'abandon du décret le 5 février. Cela a dû être une déception terrible pour Liviu Dragnea, qui espérait probablement accéder au poste de Premier ministre.

Sorin Grindeanu est un homme de paille. Ses déclarations sont généralement validées par Liviu Dragnea. Il faut s'attendre à ce qu'ils essaient encore de trouver un moyen de s'en sortir. Il n'est cependant pas impossible qu'ils tentent d'arriver à un compromis en abrogeant le décret et en se débarrassant du ministre de la Justice.

Le débat au Parlement promis par le Premier ministre devra avoir lieu, afin de donner une illusion de légitimité qui n'existait pas auparavant. Pour eux, la situation est pourtant délicate. La majorité des manifestants ont revu leurs exigences à la hausse. Ils demanderont d'abord l'abandon du décret et de l'ordonnance qui l'accompagne, puis la démission de tout le cabinet et l'organisation d'élections anticipées.

Il existe cependant un autre scénario, selon lequel la coalition au pouvoir tenterait de suspendre le président de ses fonctions. Cela risque de ne pas marcher dans un pays qui bouillonne littéralement.

Klaus Iohannis, le président roumain, et le médiateur, Victor Ciorbea, ont remis le texte du décret en question en lançant une procédure auprès du tribunal constitutionnel. L'Église orthodoxe a aussi critiqué la proposition.

Il faut faire une différence morale entre Klaus Iohannis d'un côté, et Victor Ciorbea, ainsi que, dans une certaine mesure, l'Église orthodoxe roumaine, de l'autre. Klaus Iohannis a toujours été très clairement anticorruption, et s'est rangé du côté de la rue. En réalité, il a été le premier à s'opposer au décret. Il a profité de la toute première réunion des ministres pour discuter des textes.

C'est aussi lui qui a fait la première démarche officielle pour lancer un référendum, et mettre la responsabilité politique en cause pour changer le Code pénal. Le procureur a ensuite pris le relais, en doutant de la légalité de la procédure d'adoption du décret et la rue a réagi et amplifié le message anticorruption. D'un autre côté, le

cabinet du médiateur a hésité pendant au moins quatre jours après le début des manifestations. Les manifestants n'étaient pas sûrs de ce à quoi ils devaient s'attendre de sa part. Il semblerait que la raison et un jugement juridiquement correct l'aient finalement emporté sur les doutes du médiateur.

Les divisions entre les dirigeants politiques roumains reflètent-elles la fracture politique ?

Je ne parlerais pas de divisions au sein de la population, c'est l'inverse. Voir autant d'institutions se ranger d'une seule voix du côté des manifestants contre l'oligarchie des partis, c'est inédit. Cette division [politique] crée une unité parmi les citoyens privés de leurs droits les plus fondamentaux en termes de justice.

Voir l'Église rallier le camp des manifestants n'est pas seulement inattendu, c'est aussi partiellement contraire à l'attitude accommodante qu'elle a eue jusqu'ici.

Nous sommes témoins d'un autre tournant symbolique : l'Église orthodoxe roumaine prend une position irrémédiablement civique face à un État arrogant. Sans parler du fait qu'elle est elle-même confrontée à un cas de corruption sérieux contre un de ses archevêques. On s'attendait à ce que l'Église défende le gouvernement.

La société roumaine est donc aussi peu polarisée qu'elle ne l'a jamais été depuis l'abolition de l'État communiste. Elle s'est polarisée contre l'État. Le gouvernement actuel a rompu son contrat social avec les citoyens moins d'une semaine après la première semaine de manifestation.

Le danger est là. Le gouvernement a perdu la légitimité que 49 % du vote populaire lui a conférée il y a moins de deux mois. Normalement, le PSD et ALDE-Roumanie auraient eu tout le temps du monde pour mettre en œuvre un programme politique qui leur a valu un tel soutien. Dans ce contexte, il est difficile de prédire comment ils vont réagir. Cela dit, il serait étonnant que qui que ce soit ose aller à l'encontre de millions de citoyens mobilisés.

Au moment où nous publions cet article, le ministre de la Justice a démissionné. (Karolina ZBYTNIIEWSKA, www.euractiv.fr, repris de EurActiv/Pologne, 10 février 2017)

*** **

Roumanie : la lutte contre la corruption ne doit pas reculer

C'est parce qu'ils soupçonnent le gouvernement de vouloir revenir sur des poursuites judiciaires que les Roumains ont manifesté en masse. Entretien avec Alexandra Iancu, chargée de cours à la Faculté de Science Politique de l'Université de Bucarest.

Des centaines de milliers de Roumains sont descendus dans la rue ces derniers jours protester contre un projet du gouvernement visant à assouplir la législation anti-corruption. Pourquoi le parti au pouvoir avait-il décidé un tel assouplissement ?

Le gouvernement a voulu faire passer deux réformes. La première visait à instaurer une grâce collective en supprimant les peines de prison pour des personnes condamnées à des durées inférieures à cinq ans pour certains types de délit. L'objectif affiché était de réduire la surpopulation dans les établissements pénitentiaires, une situation pour laquelle la Roumanie a été mise en cause de manière répétée par la Cour européenne des droits de l'homme et même menacée de devoir payer d'importantes pénalités au titre de dommages aux détenus.

La seconde réforme faisait suite, elle, à une décision de la cour constitutionnelle roumaine qui a jugé que l'article 297 du code pénal

concernant l'abus de pouvoir ou de fonction commis par des responsables publics, politiques ou administratifs, devait être modifié pour restreindre les condamnations à une peine de prison aux seules affaires portant sur les délits les plus graves. L'objectif mis en avant par le gouvernement était, dans le cas des délits mineurs fondés sur une erreur ou une simple négligence, et non pas sur une intention clairement malveillante, de récupérer la valeur du préjudice, plutôt que d'envoyer le coupable derrière les barreaux. Mais la Cour n'avait pas précisé le montant précis du préjudice en dessous duquel il fallait exclure [une] peine de prison. Le gouvernement, dirigé par le Parti Social-Démocrate depuis les élections de décembre dernier, a décidé de fixer ce seuil de 44 000 euros. Or Liviu Dragnea, le chef de cette formation de gauche est mis en examen pour abus de fonction et un préjudice de 24 000 euros, soit moins que le seuil prévu par le projet. Ce qui a évidemment éveillé des soupçons et des protestations dans l'opinion.

Pour comprendre l'ampleur des mobilisations de ces dernières semaines, il faut prendre en compte le fait que ces deux projets sont intervenus dans un contexte où la lutte contre la corruption s'est beaucoup intensifiée ces dernières années en Roumanie grâce à l'action déterminée du parquet national anti-corruption (DNA), institué en 2002. Les statuts de cette institution judiciaire lui accordent une véritable autonomie, financière notamment, par rapport au pouvoir politique, alors qu'auparavant la justice était très politisée.

Et de fait, le DNA bénéficie aujourd'hui d'un taux très élevé de confiance dans l'opinion publique. Des milliers de responsables politiques ou administratifs ont été déjà condamnés après qu'il a instruit leur dossier. Et sept mille affaires sont actuellement en cours d'examen par ce parquet, dont environ deux mille entrent dans le champ des articles concernés par l'éventuelle réforme pénale.

Les deux projets que le gouvernement a tenté de faire adopter, même s'ils sont d'un impact et d'une ampleur différents, ont été perçus par l'opinion comme une tentative du Parti Social-Démocrate, qui dirige la coalition gouvernementale, de faire libérer des hommes politiques déjà condamnés au titre de l'amnistie, ou de faire échapper d'autres responsables aux poursuites en instituant un montant en dessous duquel on n'est pas poursuivi. Dans le cas de l'amnistie des condamnés, c'est en partie le président de la République Klaus Iohannis, élu en 2014 et appartenant à la droite, qui a allumé la mèche de la contestation dès le 6 janvier en révélant devant le conseil supérieur de la magistrature que le gouvernement de gauche voulait prononcer une amnistie générale.

En dépit des protestations que cette annonce a alors soulevées, le gouvernement a tardé à réagir, précisant qu'en réalité, l'amnistie ne concernerait pas les récidivistes, ni les affaires de corruption, et que le projet d'amnistie serait examiné par les députés. Mais le mal était fait. D'autant que dans le cas de la réforme pénale, il a tenté de passer en force. Au lieu, là aussi, de faire présenter le projet au Parlement où la coalition au pouvoir dispose d'une confortable majorité de 60 % des sièges, il l'a adopté précipitamment, sans véritable concertation, au moyen d'une ordonnance d'urgence, publiée en pleine nuit le 1er février dernier, alors que le texte prévoyait qu'il n'entrerait en vigueur que dix jours plus tard. Devant l'impressionnante mobilisation populaire que ce geste soudain a suscitée, le pouvoir a fini par retirer l'ordonnance le 4 février dernier et promis de passer par la voie parlementaire. Le projet n'est donc pas officiellement enterré.

La mobilisation populaire que ces projets gouvernementaux ont déclenchée traduit-elle une méfiance plus large à l'endroit de l'ensemble de la classe politique ?

Comme dans beaucoup de sociétés encore en transition entre le régime autoritaire du passé et la démocratie, la Roumanie connaît une grande instabilité politique. Les partis alternent au pouvoir, les responsables politiques font des allers-retours entre postes publics et secteur privé. Ils utilisent leurs relations avec les milieux d'affaires ou les fortunes qu'ils ont réussi à accumuler pour financer leurs campagnes électorales... Tout cela favorise une vaste corruption dont les statistiques des enquêtes pénales devant le DNA montrent qu'elle touche l'ensemble des partis politiques établis de manière globalement comparable, même si en principe ces formations ont toutes adopté des codes éthiques.

L'opinion est consciente de cette situation. Et ce d'autant plus qu'au quotidien, tout un chacun est confronté à la petite corruption pour pouvoir obtenir une place pour son enfant dans une école maternelle, pour être soigné chez le médecin... Les sommes en jeu dans cette corruption ordinaire sont évidemment sans commune mesure avec celles qui concernent des responsables politiques, mais ces pratiques rappellent sans cesse aux citoyens comment fonctionne la société dans son ensemble et comment ils sont eux-mêmes parties prenantes de ce système.

Quelles sont les catégories sociales les plus présentes dans les mobilisations actuelles ?

Ce sont surtout des habitants des grandes villes du pays, et notamment des jeunes, qui se mobilisent. Il s'agit globalement de gens plutôt diplômés, dont beaucoup travaillent dans le secteur privé ou dans le milieu associatif, et qui sont ouverts sur le monde, capables donc de comparer la situation en Roumanie avec celles d'autres pays européens. Sur le plan politique, on y trouve des supporters des partis de droite qui vont bénéficier des mobilisations actuelles, mais surtout un grand nombre de citoyens qui ne votent plus parce qu'ils ne se retrouvent pas dans l'offre partisane actuelle.

A l'inverse, le Parti Social Démocrate, qui a remporté à lui seul 46 % des sièges en décembre 2011, s'appuie traditionnellement sur une clientèle conservatrice, rurale et de petites villes, plus âgée, peu diplômée. Durant la récente campagne électorale, contrairement à la droite, il a peu évoqué la lutte contre la corruption pour mettre avant tout l'accent sur la redistribution, sur les politiques sociales, sur les services publics... Des sujets auxquels ces catégories sociales, qui ont beaucoup souffert de la transition politique et économique, sont très sensibles.

Quelle peut être l'issue de la crise actuelle ?

En ce qui concerne la question de la grâce collective, il faudra voir quand et comment les députés débattent du projet. Mais la solution passera aussi sans doute par la construction d'établissements pénitentiaires pour pouvoir accueillir des prisonniers et se conformer aux exigences de la cour européenne des droits de l'homme. Dans le cas de réforme de la législation pénale, la difficulté vient de ce que la cour constitutionnelle n'a pas déclaré que l'article incriminé était contraire à la constitution, ce qui aurait forcé le Parlement à traiter rapidement le sujet, mais qu'il s'agissait seulement d'une question d'interprétation conforme, ce qui laisse l'opportunité au gouvernement de laisser traîner le dossier, de jouer la montre...

Le président de la République a évoqué plutôt la possibilité d'organiser un référendum pour sortir du blocage actuel. Mais quelle pourrait être la question ?

L'idéal serait d'organiser un grand débat public sur un tel sujet. Mais autant cela aurait été possible avant l'adoption de l'ordonnance d'urgence finalement retirée, autant cela paraît difficile dans le climat actuel, très tendu. Sur un plan plus politique, les manifestants ont demandé la démission du gouvernement mais celui-ci l'exclut et une motion de censure déposée contre lui au Parlement par la droite a été rejetée le 8 février.

De son côté, le président de la République a écarté l'hypothèse de nouvelles élections si tôt après le précédent scrutin, évoquant plutôt la possibilité d'organiser un référendum pour sortir du blocage actuel. On ne sait pas, en revanche, quelle pourrait être la question dans ce second cas. Demander aux citoyens s'ils sont pour ou contre la corruption est évidemment inutile : personne ne s'y déclarera favorable ! A l'inverse, poser une question trop précise est problématique. Des juristes estiment qu'il serait contraire à la Constitution de demander aux citoyens de se prononcer par référendum sur la législation pénale parce qu'il s'agit d'un sujet trop précis.

Les pressions de l'Union européenne ont-elles joué un rôle dans la lutte anti-corruption en Roumanie ?

Le parquet national anti-corruption a été créé en partie sous la pression de l'Union, dans la perspective de l'adhésion de la Roumanie en 2007 puisque celle-ci requérait une amélioration de l'Etat de droit dans le pays, notamment pour assurer l'indépendance de la justice. Et c'est d'ailleurs un gouvernement dirigé par le Parti Social Démocrate qui est à l'origine du DNA. Depuis 2007, l'Union européenne a en outre instauré, conformément au Traité d'accession de la Roumanie et la Bulgarie, un Mécanisme de coopération et de vérification (MCV) pour suivre les progrès du pays en la matière, à commencer par la lutte contre la corruption. Ce Mécanisme publie des rapports annuels et l'aide que la Roumanie reçoit est en partie conditionnée aux avancées qu'elle réalise dans ce domaine. Une conditionnalité qui a permis au DNA d'affermir peu à peu son indépendance.

Une partie des citoyens est consciente du rôle que l'Union européenne joue. Et si les grands partis politiques l'instrumentalisent, c'est plutôt pour s'en réclamer, de façon positive donc. Pour l'instant, on ne trouve guère dans l'opinion roumaine de critiques anti-européennes du type de ce que l'on observe en Hongrie ou en Pologne. En tout cas, dans les milieux urbains, jeunes et diplômés, ceux qui manifestent actuellement et qui sont ouverts sur l'environnement européen de la Roumanie. Dans les zones plus rurales et dans les petites villes, ou dans les catégories âgées, l'Union européenne est plutôt un sujet absent et méconnu, d'autant que les médias roumains n'en parlent guère. (Yann MENS, www.alternatives-economiques.fr, 10 février 2017)

*** *** ***

Roumanie : «Une belle leçon d'attachement à la démocratie»

A Bucarest, les manifestants ont eu raison du décret allégeant les peines pour abus de pouvoir. Mais plus de deux semaines après le début du mouvement, la hantise de voir le pays revenir à des pratiques communistes de l'ère Ceausescu les pousse à continuer de réclamer dans la rue la démission du gouvernement.

Par -11°C, chaque soir, ils sont des milliers à se réunir devant le siège du gouvernement, place de la Victoire à Bucarest. Malgré le retrait du décret d'urgence allégeant les peines pour abus de pouvoir, qui a engendré cette crise sans précédent et la démission, jeudi dernier, du ministre de la Justice, Florin Iordache, la colère est encore vive contre le Parti social-démocrate (PSD) au pouvoir. «Je

découvre l'apparition d'une conscience civique vitale que je croyais inexistante», affirme l'écrivain et ex-ministre de la Culture Andrei Plesu, qui ne cache pas sa surprise d'assister à un tel sursaut.

Cette mobilisation exceptionnelle dure depuis plus de deux semaines. Elle a engendré les plus grandes manifestations spontanées qu'ait connues la Roumanie. «*Notre pays donne en ce moment, dans l'est de l'Europe et dans les Balkans, une belle leçon d'attachement à la démocratie, à l'Etat de droit et aux valeurs européennes*», explique à Libération l'écrivain et journaliste Matei Visniec. La détermination des manifestants a pris tous les observateurs de court. Le hashtag «*rezist*», signe de ralliement des protestataires, est rapidement devenu viral.

Pour le réalisateur Cristian Mungiu, Palme d'or 2007 à Cannes pour son film *4 Mois, 3 Semaines et 2 Jours*, le mouvement envoie le «*signal puissant de la création d'une conscience civique forte*». Parce que, souffle-t-il, «*les manifestants sont civilisés, éduqués, informés et militent essentiellement pour la loyauté, le respect des lois, contre la corruption, la ruse et les abus. Ils se battent également pour une perception moins stéréotypée des Roumains et de la Roumanie*». Mais la lutte est délicate et promet d'être très longue car les manifestants s'attaquent aux fondements d'un système hérité du communisme. L'apathie face au pouvoir et la corruption a conditionné plusieurs générations, qui constituent aujourd'hui le terreau électoral du PSD.

«Machine à mythes»

L'ombre de Ceausescu se dessine encore et toujours place de la Victoire. «*Il n'est pas mort, il s'est laissé pousser la moustache...*» entonnent chaque soir les manifestants. Pour eux, le leader des sociaux-démocrates, Liviu Dragnea, déjà condamné par la justice pour fraude électorale et impliqué dans un nouveau procès, symbolise un retour en arrière évident. Il est vu comme un tyran en puissance qui gouverne indirectement grâce à des hommes de paille, tel le Premier ministre, Sorin Grindeanu. Le décret a bien montré où étaient les intérêts du pouvoir en place, d'après les manifestants. «*Le PSD a repris avec une spontanéité incroyable les slogans d'avant 1989 [année de la chute de la dictature, ndr], explique désenchanté l'ex-ministre Plesu. Comme Ceausescu, ils qualifient les manifestants de hooligans instrumentalisés de l'étranger par des agences obscures. Cette prétendue manipulation vise à rendre illégitime toute manifestation contre le pouvoir. C'était exactement la rhétorique du Parti communiste.*»

Pour ne pas assumer ses responsabilités dans la crise actuelle, le PSD a rallumé «la machine à mythes», réactivant ainsi la théorie du complot. Ces réflexes trahissent un syndrome que le philosophe et écrivain Gabriel Liiceanu résume ainsi : «*Nous sommes sortis du communisme, mais le communisme n'est pas sorti de nous.*» Le fondateur de la maison d'édition Humanitas (l'équivalent du Gallimard roumain) ajoute : «*Ce qui est grave, ce n'est pas la petite mais la grande corruption pratiquée par des professionnels de haut niveau formés à l'école communiste et qui ont transmis leur savoir-faire à leurs vassaux et successeurs. Ils utilisent encore toutes les techniques de la Securitate [police secrète roumaine sous le communisme]. Ces gens viennent de l'autre bord de l'histoire.*» Mais ces derniers se targuent d'avoir été élus et se cramponnent au pouvoir, ce qui complique une éventuelle sortie de crise. Le chef du Parti social-démocrate, Liviu Dragnea, cherche ainsi à louvoyer : après avoir mené une guerre ouverte contre les manifestants, il a finalement tempéré son discours pour tenter de contenir la vague contes-

tratrice et les dissidences au sein même de son parti. Afin d'apaiser les esprits, le PSD n'hésite pas à faire dans la démagogie, en annonçant des mesures, comme la gratuité des trains pour les étudiants, la hausse des retraites et des salaires des fonctionnaires... Mais derrière ces concessions, une partie des médias proches du pouvoir entretiennent «une campagne systématique et violente à l'encontre du DNA [parquet anticorruption] et de la justice», alerte la rédactrice en chef de l'hebdomadaire *Revista 22*, Andreea Pora. Longtemps pointée du doigt pour son opacité et sa corruption, la Roumanie a multiplié les réformes et les lois. Une avancée saluée par nombre de dirigeants européens ces dernières années. C'est la raison pour laquelle «personne n'a imaginé que le PSD allait remettre en question les acquis de la justice et de la lutte anticorruption. Si tout le monde avait su, on serait allés voter contre le PSD, car c'est plus simple que de manifester après coup», s'indigne l'écrivain Gabriel Liiceanu.

«La mobilisation est surprenante car les partis d'opposition sont apathiques. C'est d'ailleurs ce qui leur a fait perdre les élections et, depuis, rien n'a changé. Le sursaut a été provoqué par le mépris du PSD envers les citoyens», analyse Andreea Pora, de l'hebdomadaire *Revista 22*. Pour la journaliste, les théories du complot qui ont visé les manifestants ont encore plus renforcé le mouvement. Un réveil citoyen salué par la plupart des intellectuels du pays. «C'est admirable que les gens aient décidé de laisser de côté leur vie personnelle et de manifester fermement et aussi nombreux, estime le réalisateur Cristian Mungiu. Dans les années 90, après des déceptions similaires, les gens, sans trop lutter, étaient arrivés à la conclusion que rien de décisif ni de substantiel ne pouvait changer dans un futur prévisible. Ceux-là avaient émigré, voulant se sauver eux-mêmes, et non la société.»

«Habitus»

Après avoir stupéfait l'Europe, le mouvement citoyen roumain cherche un nouveau souffle. Selon Andrei Plesu, «on peut seulement espérer que certains membres du PSD vont faire bouger les lignes. L'UE et les organisations internationales ont représenté l'opposition la plus efficace contre les dérives du système. Mais la solidarité des partis socialistes que l'on observe à travers l'Europe est triste car ils légitiment ainsi la remise en question des principes démocratiques du PSD». Et si la fronde ne fait pas l'unanimité dans le pays, «le message se diffuse lentement dans le tissu social et fait émerger un habitus de la contestation», veut croire Magda Carneci, critique d'art et présidente du Groupe pour le dialogue social, une ONG qui vise à promouvoir les valeurs démocratiques. Elle en est convaincue, «la classe politique se laisse influencer malgré elle par cet état de fait». Selon les manifestants, l'hiver 2017 est devenu «l'hiver de la résistance». Pour autant, d'après Gabriel Liiceanu, «ce qui se passe en Roumanie ne peut être comparé ni aux printemps arabes ni aux autres révolutions car il s'agit de quelque chose de différent qui a ses racines dans l'histoire récente du pays». Quant à l'après-mobilisation, le journaliste Matei Visniec l'envisage ainsi : «Les manifestations ne peuvent pas continuer indéfiniment. Les citoyens doivent trouver d'autres formes d'expression. La Roumanie tient du laboratoire d'idées pour réinventer la démocratie.» (Irène COSTELIAN, www.liberation.fr, 14 février 2017)

*** **

3.- Bilan intermédiaire (à fin février 2017)

Les manifestants roumains s'en remettent à l'Europe

Protestation – Le mouvement contre la corruption se poursuit malgré les reculs du gouvernement. Une nouvelle génération descend dans la rue pour défendre les acquis européens.

Ils sont dans la rue depuis le 1er février et comptent poursuivre leur manifestation marathon. Dimanche 26 février, des milliers de Roumains se sont de nouveau rassemblés à Bucarest devant le siège du gouvernement. Même s'ils sont beaucoup moins nombreux qu'au début de la mobilisation, la place de la Victoire est devenue le lieu de rendez-vous récurrent d'une jeune génération qui refuse de se soumettre face à un gouvernement qui a tenté de mettre fin à la campagne contre la corruption.

Pour l'instant, la rue compte deux victoires. Le 5 février, le premier ministre social-démocrate, Sorin Grindeanu, a abrogé un décret qui limitait le pouvoir des procureurs. Le 9, le ministre de la Justice, Florin Iordache, a démissionné, le gouvernement espérant ainsi calmer la rue. Mais les manifestants n'ont pas abandonné la lutte pour autant, ils ont seulement changé d'agenda.

Dimanche 26 février, ils ont manifesté pour le renforcement de l'Union européenne (UE), qu'ils perçoivent comme une garantie de leurs libertés civiques. Les manifestants ont formé un énorme drapeau étoilé de l'UE qui en dit long sur l'espoir d'une nouvelle génération de conserver les acquis européens. C'est à partir de 2007, lorsque la Roumanie a adhéré à l'UE, que les choses ont commencé à changer dans ce pays gangrené par une corruption institutionnalisée. Sous la pression de Bruxelles, le pays, considéré comme le mouton noir de l'Europe, a réformé radicalement son système judiciaire.

Opération «mains propres»

Les jeunes procureurs formés à l'occidentale ont eu les pleins pouvoirs au sein du parquet national anticorruption (DNA) et lancé une opération «mains propres». Des milliers de hauts fonctionnaires, hommes politiques, maires, présidents de départements et autres se sont retrouvés derrière les barreaux. «En 2016, nous avons envoyé devant les juges 1 270 personnes accusées de corruption, dont 3 ministres, 6 sénateurs, 11 députés, 47 maires et 21 directeurs de compagnies nationales, a déclaré la procureure cheffe du DNA, Laura Codruta Kövesi, le 23 février, à l'occasion d'un bilan public du DNA. Les préjudices révélés s'élèvent à 667 millions d'euros. Nos alliés ont été les milliers de Roumains qui veulent vivre dans une société fondée sur le respect. Sans leur soutien, nos procureurs n'auraient pas pu faire leur travail.»

Des manifestations inspirées par le mouvement roumain, baptisé «Je résiste», ont eu lieu en Bulgarie, en Moldavie et en Albanie. «C'est extraordinaire de voir que les valeurs fondamentales de l'Etat de droit sont la préoccupation des Roumains, a déclaré le président roumain (libéral) Klaus Iohannis le 23 février, à l'occasion du bilan du DNA. Aujourd'hui, la Roumanie est non seulement un modèle de bonnes pratiques institutionnelles en matière de lutte contre la corruption, mais aussi une source d'inspiration pour les citoyens d'autres Etats qui ne veulent plus de la corruption.»

Clivage ville campagne

Le Parti social-démocrate (PSD) a toutefois organisé, samedi 25 février, une contre-manifestation qui a réuni plusieurs milliers de supporters à Targoviste (sud), l'un de ses fiefs de province. Le parti a largement remporté les législatives du 11 décembre 2016 en

promettant des hausses de salaires et de prestations sociales – un programme ciselé pour séduire sa base électorale, plus pauvre et plus rurale que les manifestants. Condamné pour fraude électorale, le chef de file du PSD, Liviu Dragnea, n'a pas pu devenir premier ministre. L'ordonnance qui a été retirée lui aurait permis d'éviter une condamnation dans une autre affaire de détournement de fonds publics, dont le procès est en cours.

Mais, malgré ces contre-manifestations, les opposants refusent de rentrer chez eux. «Les gestes qu'a faits le gouvernement sont un recul tactique face à la rue, selon le politologue Cristian Pirvulescu. Qui peut garantir que l'actuelle majorité ne tentera pas dans quelque temps d'arrêter la campagne anticorruption? Le gouvernement et la majorité qui le soutient ont un problème de crédibilité et de légitimité.» Sur les réseaux sociaux et les blogs, qui sont les principaux moteurs des manifestations, l'agitation, la plus forte depuis la révolution de 1989, est loin d'être terminée.

«Une révolution de la lumière»

«Ce sera une révolution de la lumière, et c'est avec la lumière que nous allons faire le drapeau de l'UE», lit-on sur la page consacrée à l'événement qui a eu lieu dimanche soir. Sur le site culturel Scena9.ro, des journalistes et des intellectuels des pays voisins ont été invités à donner leur avis sur les manifestations de Bucarest. «Je regarde ce qui se passe à Bucarest et j'ai un sentiment de déjà-vu, écrit Anna Chornous, une productrice ukrainienne. Je me souviens des manifestations de Maïdan – place de l'Indépendance – à Kiev pendant l'hiver 2013-2014. Le contexte est différent mais c'est la même idée: le gouvernement a pris des décisions inacceptables que les gens ne veulent pas.» (Mirel BRAN, *Le Monde/Paris - Le Temps/Lausanne*, 27 février 2017)

*** *** ***

L'Europe doit entendre la révolte roumaine

Pour les manifestants de Bucarest, qui veulent lutter contre la corruption, l'Union européenne est perçue comme garante des valeurs démocratiques.

Cette révolte-là refuse de s'éteindre. Depuis le 1^{er} février, la place de la Victoire, à Bucarest, un des théâtres de la révolution de 1989 qui fit tomber Ceausescu, continue de servir de point de ralliement aux manifestants anticorruption. Présents par centaines de milliers dans plusieurs villes de Roumanie début février, les protestataires ne se comptent plus, physiquement, que par milliers, un mois plus tard. Mais, soutenus par un fort mouvement d'opinion et malgré d'importantes concessions du gouvernement, ils n'ont pas désarmé.

C'est un décret de ce gouvernement qui a mis le feu aux poudres. Fin janvier, celui-ci a tenté de limiter l'offensive contre la corruption de la haute fonction publique et des responsables politiques, menée depuis trois ans par la très déterminée chef de la direction nationale anticorruption, Laura Codruta Kovesi. Aux termes de ce décret ne seraient désormais passibles de peines d'emprisonnement que les responsables mis en cause pour un préjudice supérieur à 44 000 euros. Ce seuil n'était pas choisi au hasard : le chef du Parti social-démocrate au pouvoir (PSD), Liviu Dragnea, soupçonné de corruption dans une affaire dans laquelle la somme en jeu est évaluée à 24 000 euros, aurait pu ainsi passer au travers des mailles du filet.

Sous la pression des manifestants, auxquels le président de la République, Klaus Iohannis, de centre-droit, a apporté son soutien, le gouvernement a retiré le décret, le 5 février, puis, la colère ne

passant pas, a accepté la démission du ministre de la justice, le 9 février.

Confiscation du pouvoir

Ces reculs, cependant, ne convainquent plus les contestataires. La crédibilité du gouvernement est atteinte ; les opposants n'ont plus confiance dans ses promesses et craignent que le gouvernement tente de nouveau de freiner la campagne anticorruption lorsque la société civile et ses ONG auront baissé la garde. Ils demandent aujourd'hui le soutien de l'Union européenne, seule vraie protectrice, à leurs yeux, de leurs libertés et de l'Etat de droit.

Quelles leçons tirer de cette nouvelle révolte roumaine ?

La première : la corruption est au cœur du combat démocratique des classes moyennes des pays en phase de transition politique ou/et d'émergence économique. Qu'il s'agisse de la Chine, du Brésil, de la Tunisie ou de la Roumanie, la lutte contre la corruption cristallise les aspirations d'une société civile qui accède à un meilleur niveau de vie et d'éducation. La réalité d'un pouvoir confisqué par des élites s'enrichissant aux dépens de la population n'est plus supportable. Internet et les réseaux sociaux jouent un rôle crucial dans ce combat, en multipliant l'effet mobilisateur des initiatives civiques.

Deuxième leçon : il est toujours des endroits où l'Union européenne est symbole d'espoir, de droit et de dignité. Armés de leur téléphone et de banderoles de couleur, les manifestants roumains ont composé un gigantesque drapeau vivant bleu étoilé, dimanche 26 février. C'est ce même drapeau européen que brandissaient les insurgés ukrainiens de la place Maïdan, en 2014. C'est ce même drapeau encore qui flotte sur les manifestations de l'opposition polonaise contre les dérives du parti nationaliste de Jaroslaw Kaczynski, au pouvoir depuis 2015. L'Europe, perçue comme garde-fou contre les violations de l'Etat de droit et garante des valeurs démocratiques, ne doit pas manquer ce rendez-vous. Par les temps qui courent, il a repris toute son actualité. (Editorial, *www.lemonde.fr*, 28 février 2017)

Rosia Montană

L'autre bras de fer des Roumains

Parmi les foules qui manifestent dans le pays pour réclamer le départ du gouvernement accusé de faire le jeu de la corruption, beaucoup s'étaient déjà opposés, en 2013, au projet d'exploitation de la mine d'or de ce village de Transylvanie.

Leur mobilisation a été couronnée de succès : la Roumanie vient de proposer l'inscription de Rosia Montana au patrimoine de l'Unesco.

Au bout d'une route sinuant entre les montagnes de Transylvanie trône le village de Rosia Montana. La neige recouvre ses sept clochers, ses quatre collines, ses près de deux mille ans d'histoire et ses ruelles étroites d'où se dégage une atmosphère de néant. À se demander où se cachent les 1 700 âmes qui le peuplent.

Une nouvelle est pourtant venue les réveiller le 5 janvier 2017: la candidature au patrimoine mondial de l'Unesco de Rosia Montana a été soumise par l'ancien Premier ministre Dacian Cioloș.

L'histoire de Rosia Montana et de sa mine d'or

Loin d'être consensuelle, cette décision cache une victoire de la société civile roumaine face à des intérêts financiers apparemment plus grands qu'elle. Et elle est emblématique de cette Roumanie « de la rue » qui fait trembler le pouvoir en place.

De fait, l'histoire de Rosia Montana est associée étroitement à celle de sa mine d'or, dont l'exploitation commença à l'époque des Romains (au II^e siècle). Elle s'est poursuivie jusqu'en 2006, avant qu'en 2009, une poignée d'associations fassent valoir leur souhait de voir le site inscrit à l'Unesco.

La partie n'a pas été facile. Face à eux, ces citoyens soucieux de leur habitat ont trouvé une compagnie canadienne désireuse de raviver le projet minier : Gold Corporation jurait que les sous-sols de Rosia Montana abritaient encore 245 tonnes d'or et 900 tonnes d'argent, pour une valeur de 7,5 milliards d'euros. Et en 2013, le gouvernement roumain fut tout près de créer une loi spéciale permettant à l'entreprise d'exproprier les habitants.

Cinq mois de manifestations

Aussitôt des milliers de Roumains, peu disposés – déjà – à se laisser diriger par des intérêts particuliers se sont mobilisés. Après cinq mois de manifestations, le gouvernement finit par renoncer à sa loi exceptionnelle.

La victoire, parachevée par le dépôt de candidature à l'Unesco, fut donc longue à se dessiner. « *Gold corporation a intenté un procès à la Roumanie pour violation des traités d'investissements, et beaucoup prédisaient une défaite de l'État roumain après la candidature* », explique Tudor Bradatan, co-initiateur de la campagne « Sauvez Rosia Montana », qui avait rassemblé 10 000 signatures pour soutenir la démarche auprès de l'Unesco.

Sorin Jurca, lui, habite la maison la plus centrale du village, que la compagnie canadienne a voulu racheter en premier. Il se dit convaincu que l'inscription, si elle a lieu, sera un tremplin pour Rosia Montana.

« **Laissons dix ans au village pour se développer par le tourisme écologique** »

« *Cette décennie, nous avons vu l'échec de l'exploitation minière. Alors laissons dix ans au village pour se développer par le tourisme écologique* », plaide cet homme discret, qui organise des visites guidées du lieu.

Encore faudra-t-il changer les mentalités. Celle du maire, favorable à la mine, qui avait même interdit toute autre activité avant de se voir condamné en justice. Et celles d'autres habitants. À ce jour, un seul parmi eux a su donner une valeur commerciale à Rosia Montana.

Âgé de 23 ans, arrivé sur place en 2013, Tica Darie a investi ses économies, et il emploie 40 femmes pour tricoter des bonnets et des écharpes en laine à l'effigie du village, vendus dans tout le pays : « *Ici, les gens vivent des aides sociales, ils ont besoin d'un coup de pouce de particuliers ou de l'État* », explique-t-il.

La décision de l'Unesco prévue pour 2018

« *Les habitants attendent de pouvoir travailler huit heures par jour, juste pour recevoir un salaire, confirme le propriétaire de l'épicerie centrale. Pourtant, plein de locaux produisent chez eux de la liqueur, des confitures. Nous pourrions organiser un marché pour les visiteurs, ouvrir un restaurant: les touristes se plaignent de n'avoir nulle part où manger...* »

En attendant, les défenseurs du classement par l'Unesco craignent toujours une mauvaise décision du gouvernement social démocrate, dont le parti a autrefois soutenu la mine.

« *L'État est souverain, il peut retirer sa candidature à tout moment* », redoute Stefan Balici, directeur de l'Institut national du patrimoine. Le geste diviserait un peu plus la population. L'Unesco, elle, doit rendre sa décision en 2018. (Aline FONTAINE, www.la-croix.com, 15 février 2017)

*** **



rising.globalvoicesonline.org

Paște Fericit !

L'équipe du Comité OVR-Suisse

Le prochain numéro du Réseau paraîtra en août 2017. Nous vous invitons à remettre vos manuscrits pour le 15 juillet au plus tard. Merci !